

VILLE DE TROYES

**REGLEMENT LOCAL RELATIF
A LA PUBLICITE, AUX ENSEIGNES
ET PRE-ENSEIGNES**

PROJET

SOMMAIRE

PREAMBULE

I-DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1. Objet du règlement
- 1.2. Cadre législatif et réglementaire
- 1.3. Définitions légales
- 1.4. Déclarations et autorisations préalables
- 1.5. Supports interdits
- 1.6. Affichage d'opinion
- 1.7. Extinctions nocturnes
- 1.8. Caractéristiques techniques et entretien
- 1.9. Publicité sur palissades de chantier et échafaudages
- 1.10. Publicité, enseignes et pré-enseignes temporaires
- 1.11. Chevalets ou stop-trottoirs posés au sol
- 1.12. Publicité sur mobiliers urbains
- 1.13. Micro-affichage
- 1.14. Mise en conformité des dispositifs existants
- 1.15. Suppression d'activité
- 1.16. Sanctions
- 1.17. Taxation
- 1.18. Dérogations

II-DELIMITATION GEOGRAPHIQUE DES ZONES

- 2.1. Zone de réglementation de la publicité n°1 (ZRP 1)
- 2.2. Zone de réglementation de la publicité n°2 (ZRP 2)
- 2.3. Zone de réglementation de la publicité n°3 (ZRP 3)
- 2.4. Zone de réglementation de la publicité n°4 (ZRP 4)
- 2.5. Zone de réglementation des enseignes n°1 (ZRE 1)
- 2.6. Zone de réglementation des enseignes n°2 (ZRE 2)
- 2.7. Zone de réglementation des enseignes n°3 (ZRE 3)

III-REGLES DES ZRP RELATIVES A LA PUBLICITE & PRE-ENSEIGNES

- 3.1. Prescriptions générales s'appliquant à toutes les zones
- 3.2. Dispositions applicables à la ZRP n°1
- 3.3. Dispositions applicables à la ZRP n°2
- 3.4. Dispositions applicables à la ZRP n°3

3.5. Dispositions applicables à la ZRP n°4

IV– REGLES RELATIVES AUX ENSEIGNES

4.1. Principes généraux

4.2. Dispositions applicables à la ZRE n°1

4.3. Dispositions applicables à la ZRE n°2

4.4. Dispositions applicables à la ZRE n°3

ANNEXES

PROJET

PREAMBULE

Située dans la région du Grand Est et au centre du département de l'Aube, l'agglomération troyenne représente au 1 janvier 2018 un pôle urbain majeur de 81 communes, comptant 165 600 habitants pour une surface de 700 km². Dans le cadre de cette nouvelle métropole, la Ville de Troyes demeure plus que jamais la ville-centre attractive avec 61 220 habitants (37% de la nouvelle agglomération) pour un territoire de 13 km².

La Ville de Troyes s'est fixée pour objectif d'améliorer la qualité urbaine sous toutes ses formes et de poursuivre la mise en valeur de son patrimoine. En effet, le patrimoine urbain représente une ressource essentielle pour la commune, constituant à la fois une valeur positive du territoire et une richesse sur de nombreux plans (économique, touristique...). Ainsi, la cohérence des dispositifs de protection mis en œuvre depuis le début des années 2000¹ par la collectivité doit désormais se traduire dans un Règlement Local de Publicité communal.

Il est un fait que la publicité et les enseignes sont des éléments prégnants du paysage qu'il convient de contrôler. La mise en place en 2001 d'un Règlement Intercommunal de Publicité (RLPi) par la communauté d'agglomération troyenne sur les grands axes n'a pas apporté toutes les garanties de préservation du paysage, notamment dans les secteurs non couverts tels que les grands espaces verts, le centre-historique, les zones d'habitat protégées. Par ailleurs, le cadre législatif et réglementaire dans lequel s'exerce la police de la publicité a été profondément modifié par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi ENE ou loi Grenelle 2) et son décret d'application n°2012-118 du 30 janvier 2012 portant réglementation nationale de la publicité extérieure, des enseignes et des pré-enseignes.

Dans ce contexte, il est apparu indispensable d'élaborer un Règlement Local de Publicité (RLP), notamment pour anticiper la caducité du RPLi de l'agglomération troyenne. Face aux enjeux, une large concertation a été organisée avec la population, les professionnels de l'affichage et les associations de défense du patrimoine. Il en résulte un règlement intégrant d'une part des dispositions relatives aux dispositifs publicitaires, et d'autre part des dispositions spécifiques aux enseignes. Par ailleurs, dans un souci de clarté et de sécurité juridique, le document est complété d'annexes qui précisent les différents termes techniques utilisés et qui illustrent les dispositions arrêtées afin de favoriser la bonne compréhension par tous du règlement.

En termes de zonage, le présent RLP dissocie les périmètres de réglementation des enseignes d'une part, des zones réglementées relatives aux dispositifs publicitaires d'autre part.

¹ PSMV en 2003, PLU en 2004, ZPPAUP en 2005.

Ainsi, le zonage Enseignes a été établi en tenant compte de l'attractivité commerciale de certains axes ou de secteurs marchands tels que le cœur historique, les faubourgs protégés, les voies pénétrantes qui sont pour l'essentiel d'anciennes routes nationales... Il en ressort trois zones de réglementation des enseignes (ZRE) :

- ZRE 1 Enseignes correspondant au centre historique ;
- ZRE 2 Enseignes correspondant aux faubourgs et qui recouvre les quartiers anciens industriels et les secteurs limitrophes du centre ancien ;
- ZRE 3 Enseignes recouvrant le reste du territoire communal.

Concernant les dispositifs publicitaires, le zonage spécifique mis en place s'appuie sur la structure viaire et la morphologie du tissu parcellaire le long des grands axes. Il se décline en 4 zones et des carrefours routiers réglementés :

- ZRP 1 Publicité « séquence urbaine » ;
- ZRP 2 Publicité « séquence faubourgs » ;
- ZRP 3 Publicité « séquence pavillonnaire et espace d'activité » ;
- ZRP 4 Publicité « séquence diffus ».

TITRE 1– DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1. Objet du règlement

La Ville de TROYES souhaite que publicités et enseignes participent à l'effort de valorisation du cadre de vie sur son territoire. Le présent règlement poursuit donc les objectifs suivants :

- préciser et adapter les règles nationales, issues notamment de la loi « Grenelle II » et codifiées au sein du Code de l'Environnement, aux spécificités locales troyennes dans un nouveau document qui entre en vigueur en lieu et place de l'actuel règlement intercommunal ;
- encadrer la mise en œuvre des enseignes pour assurer une lisibilité des vitrines commerciales et leur insertion dans leur cadre architectural et l'environnement urbain ;
- adopter une réglementation plus restrictive que les règles nationales en matière d'enseignes et de pré-enseignes pour garantir la mise en valeur patrimoniale du centre ancien historique et des secteurs urbains protégés, en imposant des règles strictes d'implantation et de mise en œuvre ;
- établir les conditions dans lesquelles la publicité peut prendre place dans la future Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) ;
- encadrer la typologie et l'implantation des matériels et techniques constituant les publicités, les enseignes et les pré-enseignes en cohérence avec les typomorphologies de quartiers et au regard de leurs qualités paysagères, urbaines et architecturales ;
- maîtriser l'essor des nouveaux modes de communication publicitaires, en réglementant notamment la publicité lumineuse et numérique ;
- conserver le pouvoir de police spéciale du Maire que ce dernier tient en matière de répression des publicités, enseignes et pré-enseignes illégales.

Article 1.2. Cadre législatif et réglementaire

Le présent règlement complète et précise les dispositions du code de l'environnement et s'inscrit dans le cadre :

- de la loi portant engagement national pour l'environnement : loi ENE dite Grenelle 2 n°2010-788 du 12 juillet 2010 ;
- son décret d'application du 30 janvier 2012, codifié aux articles L.581-1 à L.581-45 et aux articles R.581-1 à R.581-88 du code de l'environnement ;
- les décrets complémentaires du 1^{er} août 2012 et du 9 juillet 2013.

Dans le cas d'une divergence entre le présent règlement et la réglementation nationale ou locale, la norme la plus sévère s'applique.

Article 1.3. Définitions légales

1.3.1. Publicité

Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des pré-enseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir les dites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités (L.581-3 du code de l'environnement).

1.3.2. Publicité lumineuse

Constitue une publicité lumineuse (R.581-34 du Code de l'Environnement) :

- la publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence ;
- la publicité autre qu'éclairée par projection ou transparence ;
- la publicité numérique.

1.3.3. Enseigne

Constitue une enseigne, toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce (L.581-3 du code de l'environnement). L'enseigne ne doit porter que sur nature, la dénomination, l'affiliation de l'établissement ou indiquer son sigle.

1.3.4. Pré-enseigne

Constitue une pré-enseigne, toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée (L.581-3 du code de l'environnement).

1.3.5. Mobiliers urbains

Constitue un mobilier urbain, une installation implantée sur une dépendance du domaine public à des fins de commodité pour les usagers (poubelles, bancs publics, abris des services de transport en commun etc) et pouvant, pour certains, accueillir à titre accessoire de la publicité (R.581-42 à R.581-47 du code de l'environnement).

1.3.6. Voies ouvertes à la circulation publique

Par voies ouvertes à la circulation publique, il faut entendre les voies publiques ou privées qui peuvent être librement empruntées, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif, à l'exclusion des parkings souterrains (R.581-1 du code de l'environnement).

1.3.7. Immeuble

La notion d'immeuble est celle de l'article 517 du code civil : il s'agit non seulement du bâtiment ou de la construction à l'intérieur de laquelle s'exerce une activité, mais également du terrain d'assiette de cette activité.

Un lexique complémentaire est joint en annexe du présent règlement.

RAPPEL DU REGLEMENT NATIONAL DE PUBLICITE

PROJET REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE VILLE DE TROYES – JUIN 2018

Article 1.4. Autorisations préalables et déclarations

1.4.1. Autorisations préalables

Sont soumis à autorisation préalable (article L.581-9 et L.581.18 du code de l'environnement) :

- les publicités lumineuses autres que celles supportant des affiches éclairées par projection ou par transparence ;
- le mobilier urbain supportant de la publicité lumineuse ;
- les bâches comportant de la publicité ;
- les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles liés à des manifestations temporaires ;
- les enseignes situées dans une commune couverte par un règlement local de publicité ;
- les enseignes à faisceau laser.

La demande d'autorisation préalable est établie sur le formulaire CERFA n° 14798*1. Elle doit être adressée au maire, autorité compétente, et notamment mentionner :

- l'identité et l'adresse du déclarant ;
- le lieu de l'installation ;
- le support, le type, les caractéristiques, les dimensions des dispositifs projetés ;
- un plan de situation du terrain, un plan de masse coté et la représentation graphique du dispositif ou matériel cotée en trois dimensions.

1.4.2. Déclarations préalables

L'installation, le remplacement ou la modification d'un dispositif ou matériel qui supporte de la publicité sont soumis à déclaration préalable (article L.581-6 du code de l'environnement). Sont concernés par la déclaration préalable :

- les dispositifs publicitaires ;
- les publicités sur mobilier urbain.

Il en est de même pour l'installation, le remplacement ou la modification de pré-enseignes dont les dimensions excèdent 1 mètre de hauteur ou 1,50 mètre de largeur.

La déclaration préalable est établie sur le formulaire CERFA n° 14799*1. Elle doit être adressée au maire, autorité compétente, et notamment mentionner :

- l'identité et l'adresse du déclarant ;
- la localisation et la superficie du terrain ;
- le lieu de l'installation ;
- la nature de l'installation projetée ;
- la distance de l'installation projetée par rapport aux limites séparatives ou aux haies des immeubles situés sur les fonds voisins ;
- l'indication du nombre et la nature des dispositifs déjà installés sur le terrain ;
- un plan de situation du terrain, un plan de masse coté et la représentation graphique du dispositif ou matériel cotée en trois dimensions.

Article 1.5. Supports interdits

En application des articles L.581-4 et R.581-22 du code de l'environnement et du présent règlement, toute publicité et pré-enseignes sont interdites :

- sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ;
- sur les monuments naturels et dans les sites classés ;
- sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime et aérienne ;
- sur les murs des bâtiments d'habitation, sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent que des ouvertures d'une surface inférieure à 0,50 m² ;
- sur les clôtures qui ne sont pas aveugles ;
- sur les murs de cimetière et de jardin public ;
- sur les arbres.

Article 1.6. Affichage d'opinion

Conformément aux dispositions des articles L.581-13 du code de l'environnement, l'affichage d'opinion et de la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif est autorisé, uniquement sur le mobilier urbain spécialement aménagé à cet effet. La liste des emplacements dédiés est annexée au présent règlement.

DISPOSITIONS LOCALES PARTICULIERES

Article 1.7. Extinctions nocturnes

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 0h00 et 6h00 du matin, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 0h00 et 6h00 du matin, lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7h du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation de l'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Article 1.8. Caractéristiques techniques & entretien

1.8.1. Qualité esthétique et pérennité

Tous dispositifs publicitaires, enseignes, pré-enseignes, supports et mobiliers urbains doivent être d'un aspect esthétique s'intégrant harmonieusement à l'environnement

PROJET REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE VILLE DE TROYES – JUIN 2018

dans lequel ils sont implantés. Ils doivent être en matériaux inaltérables afin de garantir la pérennité de leur aspect initial et la conservation de leurs qualités techniques dans le temps.

Lorsqu'ils sont visibles de la voie publique, les profils métalliques du type IPN ou IPE doivent être peints ou recouverts d'un habillage métal ou plastique de couleurs foncées (vert, gris, marron, bleu...) ou blanc.

Tous les dispositifs doivent résister aux phénomènes météorologiques compris dans les limites des règles et normes en vigueur, garantissant la sécurité des personnes et des biens.

1.8.2. Entretien

Les matériels sont régulièrement inspectés et entretenus par leurs exploitants. Chaque intervention sur l'installation donne lieu à une vérification complète, au remplacement des pièces défectueuses, au nettoyage du matériel et de ses abords.

Les dispositifs destinés à recevoir des affiches ne peuvent demeurer nus plus de 48 heures. Passé ce délai, les faces inutilisées doivent obligatoirement être recouvertes d'un papier de fond neutre ou d'une affiche neuve.

Les dispositifs dotés d'un moteur électrique doivent être munis de système de rotation parfaitement entretenus dont les valeurs de bruit sont conformes aux dispositions du décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les nuisances sonores.

Tout défaut d'entretien ou de maintenance constaté devient une infraction au présent règlement si la remise en état n'intervient pas dans les 7 jours suivant le constat.

1.8.3. Accessoires

Dans un souci d'esthétique et de préservation de l'environnement, les accessoires suivants sont interdits :

- jambes de forces ;
- haubans ;
- pieds-échelle ;
- fondations (béton) dépassant 0,80 mètres au-dessus du sol ;
- gouttières à colle
- tout élément rapporté ne figurant pas sur la demande d'autorisation ou la déclaration légale.

Les passerelles sont autorisées, notamment les passerelles intégralement repliables ; elles demeurent pliées en l'absence des personnels chargés de les utiliser. Elles doivent être peintes d'une couleur approchant celle du mur support ou identique à celle des dispositifs auxquels elles sont fixées.

Article 1.9. Publicité sur palissade de chantier et échafaudage

La publicité supportée par des palissades de chantier ou échafaudages peut être admise, sous réserve :

- d'être apposée uniquement entre la date d'ouverture du chantier et celle de l'achèvement des travaux ;
- que les palissades de chantier soient situées en dehors des abords des monuments historiques mentionnés à l'article L.621-30 du code du patrimoine ;
- que la surface des publicités, enseignes ou pré-enseignes n'excède pas la moitié de la surface du support ;
- que les dispositifs soient parallèles à la palissade, sans constituer de saillie par rapport à celle-ci.

Les bâches en trompe l'œil reprenant l'aspect du bâtiment original ou le projet futur peuvent faire l'objet de dérogations.

Les palissades devront être conçues de façon à éviter l'affichage sauvage.

Article 1.10. Enseignes et pré-enseignes temporaires

Constituent des enseignes et pré-enseignes temporaires (article L.581-20 du code de l'environnement) :

- les enseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique, ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
- les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, de construction, de réhabilitation, de location et de vente, ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Les enseignes temporaires sont soumises à autorisation dans les cas suivants :

- lorsqu'elles sont installées sur un immeuble ou dans un lieu mentionné à l'article L.581-4 du code de l'environnement ;
- lorsqu'elles sont scellées au sol ou installées directement sur le sol dans un lieu mentionné à l'article L.581-8 du code de l'environnement.

Les pré-enseignes temporaires suivent les règles applicables aux publicités. Elles sont soumises à déclaration préalable lorsque leur hauteur dépasse 1 mètre et leur largeur 1,50 mètre.

Les dispositifs autorisés sont au maximum installés 3 semaines avant le début de l'opération promotionnelle. L'enlèvement doit intervenir dans les 7 jours qui suivent la fin de l'opération (article R.581-69 du code de l'environnement).

Les dispositifs temporaires doivent respecter les prescriptions suivantes :

- la surface ne doit pas excéder 4 m² et la hauteur de pose ne pas dépasser 4 mètres ;

- les dispositifs éphémères peints sur trottoirs ou scellés au sol sont interdits ;
- les dispositifs lumineux numériques temporaires sont interdits ;
- l'emploi de banderoles, calicots et autres fanions est admis ;
- l'implantation est interdite sur balcons, corniches, toitures, toits-terrasse, fenêtres, baies et garde-corps ;
- l'implantation ne doit pas dépasser les limites du mur du bâtiment qui supporte le dispositif.

Les enseignes et pré-enseignes portant la mention « à louer » ou « à vendre » ne peuvent excéder 0,50 m² et sont limitées à une par bien à louer ou à vendre et par agence mandatée. Les autres dispositifs temporaires immobiliers sont admis à raison de 2 dispositifs, scellés au sol ou muraux, de surface de 8m² maximum, par unité foncière, après autorisation préalable du Maire et pour une durée maximale de trois ans.

Article 1.11. Chevalets ou stop-trottoirs posés au sol

Il peut être autorisé, conformément à l'arrêté municipal n°2016/1273, de poser sur le domaine public un ou plusieurs chevalets par commerce, uniquement :

- à usage d'enseigne en secteurs patrimoniaux protégés ;
- pendant l'horaire d'ouverture ;
- au droit de l'immeuble, au plus près de la façade commerciale ;
- amovible (non scellé au sol), non lumineux et esthétique (support plat et rigide) ;
- utilisable au recto et au verso ;
- n'excédant pas 1 m² et 1,00 m de haut ;
- faisant l'objet d'une autorisation délivrée par le maire, soit un permis de stationnement relevant du Code de la Voirie routière, délivré à titre précaire et révocable et moyennant une redevance d'occupation du domaine public.

Le positionnement de ces supports ne doit pas nuire à la sécurité et à l'usage normal de la voie publique, et doivent notamment respecter le décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics. Ils ne doivent pas être fixés aux mobiliers urbains, ni chevaucher les potelets et les bornes installés sur le domaine public.

La pose de tout autre support amovible sur le domaine public est interdite.

Article 1.12. Publicité sur mobiliers urbains

Le mobilier urbain installé sur le domaine public ou privé de la Ville de Troyes ou de Troyes Champagne Métropole peut, dans les conditions définies par les articles R.581-42 à R.581-47 du code de l'environnement, supporter de la publicité, sous réserve des restrictions édictées dans les différentes zones de publicité réglementée.

Article 1.13. Micro-affichage

Lorsqu'un établissement commercial est installé en rez-de-chaussée d'un immeuble, il est possible d'installer, sous réserve des restrictions édictées dans les différentes zones réglementées de publicité, des dispositifs publicitaires de type micro-affichage (taille inférieure à 1 m²) :

- uniquement sur les vitrines, en dehors des portes et des murs de part et d'autre de la devanture ;
- respectant une surface cumulée ne pouvant recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale et dans la limite de 2 m².

Article 1.14. Mise en conformité des dispositifs existants

Conformément aux dispositions des articles L.581-43 et R.581-88 du code de l'environnement, les dispositifs existants, régulièrement installés, doivent être mis en conformité avec le présent règlement :

- publicités et pré-enseignes : dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du RLP ;
- enseignes : dans un délai de six ans à compter de l'entrée en vigueur du RLP.

Ces délais transitoires ne s'appliquent pas aux dispositifs préexistants ne respectant pas la réglementation nationale ou locale jusqu'à présent en vigueur. Ces derniers devront être mis en conformité sans délai au nouveau règlement local de publicité.

Article 1.15. Suppression d'activité

Dans le cas de cessation d'activité, les enseignes doivent faire l'objet d'une dépose dans les trois mois suivant la cessation de l'activité, par l'annonceur ou à défaut par le propriétaire de l'immeuble. Les lieux doivent être remis en état.

Article 1.16. Sanctions

Toute infraction constatée au présent règlement pourra faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues notamment par les articles L.581-26 à L.581-45 du code de l'environnement, à savoir principalement : la mise en demeure, la verbalisation, la suppression d'office de tout dispositif irrégulier, l'astreinte financière par jour de retard dans l'exécution des mesures demandées.

Article 1.17. Taxation

La Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) relative à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes a été instituée par délibération du conseil municipal de la Ville de Troyes (délibérations n° 16 du 25 septembre 2008 et n° 13 du 12 juillet 2012).

Les chevalets ou stop-trottoirs n'entrent pas dans le champ de l'assiette de la TLPE mais sont assujettis à des droits de voirie s'ils occupent le domaine public communal (arrêté n° 2016/1273).

Article 1.18. Dérogations

La publicité effectuée en exécution d'une disposition législative ou réglementaire, d'une décision de justice, ou destinée à informer le public sur des dangers qu'il encourt, ou des obligations qui pèsent sur lui dans certains lieux, peut déroger au présent règlement.

PROJET

TITRE 2– DELIMITATION GEOGRAPHIQUE DES ZONES

Le présent règlement institue sur le territoire de la Ville de Troyes :

- 4 zones relatives à la publicité et aux pré-enseignes ;
- 3 zones relatives aux enseignes.

Si certains périmètres peuvent se recouper, les règles qui s'imposent à la publicité et aux pré-enseignes d'une part, aux enseignes d'autres part, sont différenciées et spécifiques à chaque catégorie de dispositifs.

ZONAGE SPECIFIQUE A LA PUBLICITE ET AUX PRE-ENSEIGNES

Les zones de publicité sont délimitées ci-après.

Sur les voies et axes, le règlement s'applique à toutes publicités et pré-enseignes situées dans une bande de 75 mètres à compter de l'axe central de l'emprise de la voie.

Article 2.1. Zone de réglementation de la publicité n°1 (ZRP 1)

2.1.1. Périmètre ZRP 1

La Zone de Réglementation de la Publicité ZRP 1 correspond :

- **au centre historique de la Ville de Troyes** couvert par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur étendu, mis en révision en 2011 et arrêté le 15 décembre 2017 ;
- **aux voies ceinturant le centre historique, jusqu'au droit du domaine privé :**
 - o Boulevard du 14 juillet ;
 - o Boulevard du 1^{er} RAM ;
 - o Boulevard Victor Hugo ;
 - o Place du Général Patton ;
 - o Boulevard Carnot ;
 - o Boulevard Gambetta ;
 - o Boulevard Danton ;
 - o Cours Jacquin ;
 - o Mail des Charmilles ;
 - o Mail Saint Dominique ;
 - o Place du Vouldy ;
 - o Rond-point François Mitterrand ;
- **aux portions d'axes suivantes :**
 - o axe nord-est (est et ouest) : Avenue du 1^{er} Mai et Rond-point de l'Europe (jusqu'à la rivière Fontaine) ;
 - o RN 2019 – axe pénétrante nord : Avenue Chomedey de Maisonneuve (à l'est) jusqu'au n°24 inclus ; Avenue du Général Vanier (à l'ouest) jusqu'au n°35 inclus ;

- RN 60 – axes nord-ouest (est et ouest) : Avenue Pasteur, jusqu'à la limite avec la Place Jean XXVIII ;
- RN 2019 – axe ouest (nord et sud) : Rue Voltaire, jusqu'à la limite communale avec Sainte Savine ;
- RN 2019 – axe est (nord et sud) : Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, du rond-point de l'Europe jusqu'à la rivière Fontaine ;
- RN 71 – axe sud-ouest : Avenue Pierre Brossolette, à l'est jusqu'à l'intersection avec la rue de Madagascar, à l'ouest jusqu'à l'intersection avec le Boulevard Anatole France ;
- axe sud : Boulevard Jules Guesde, jusqu'à l'intersection avec le Boulevard Georges Pompidou ;
- axe sud-est : Chaussée du Vouldy, jusqu'à l'intersection avec le Boulevard Georges Pompidou.

2.1.2. Objectifs recherchés

La ZRP 1 vise à protéger un bâti dense, de grande qualité patrimoniale et architecturale, en instaurant une réglementation très restrictive de la publicité et des pré-enseignes.

Article 2.2. Zone de réglementation de la publicité n°2 (ZRP 2)

2.2.1. Périmètre ZRP 2

La Zone de Réglementation de la Publicité ZRP 2 correspond :

- **aux portions d'axes suivantes :**
 - RN 77 – axes nord-est (est et ouest) : Avenue Robert Schumann (de la rivière Fontaine jusqu'à la limite communale avec Pont-Sainte-Marie) ;
 - RN 2019 – axe pénétrant nord : Avenue Chomedey de Maisonneuve (à l'est) : du n°24 (exclu) jusqu'à la limite communale avec La Chapelle-Saint-Luc
Avenue Major Général Georges Vanier (à l'ouest) : du n°35 (exclu) jusqu'à la limite communale avec La Chapelle-Saint-Luc ;
 - RN 2019 – axe est (nord et sud) : Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny (de la rivière Fontaine jusqu'aux limites communales avec Saint-Parres-aux-Tertres) ;
 - RN 71 – axe sud-est : Avenue Pierre Brossolette (à l'est) : de l'intersection avec la rue de Madagascar jusqu'au n°309 (exclu)
Avenue Pierre Brossolette (à l'ouest) : de l'intersection avec le Boulevard Anatole France jusqu'au n°260 ;
 - RN 77 – axe sud-ouest : Avenue Anatole France (nord et sud) : jusqu'à la limite communale avec Saint-André-les-Vergers ;
 - Boulevard Pompidou : de l'intersection avec les rues Rachi et Charles Dutreix jusqu'à la voie ferrée
 - axe sud-ouest : Avenue des Lombard : de l'intersection avec le Boulevard Anatole France jusqu'à la limite communale avec Saint-Julien-les-Villas ;
 - axe sud-ouest : Avenue Edouard Herriot : de l'intersection avec le Boulevard Anatole France jusqu'à la limite communale avec Saint-Julien-les-Villas ;

- axe pénétrant sud : Avenue Jules Guesde : de la limite communale avec Saint-Julien-les-Villas jusqu'à l'intersection avec le Boulevard Pompidou ;
- axe pénétrant sud-est : Chaussée du Vouldy : de la limite communale avec Saint-Julien-les-Villas jusqu'à l'intersection avec le Boulevard Pompidou ;
- Rue du Général Sarrail : de l'intersection avec la Rue des 3 communes, l'Avenue du Général Vanier et la limite communale avec La Chapelle-Saint-Luc.

2.2.2. Objectifs recherchés

La ZRP 2 couvre un tissu urbain de faubourgs dont les séquences les plus qualitatives sont protégées. Les prescriptions de cette zone sont assez restrictives car elles visent à protéger un environnement urbain de caractère, dans la continuité de la ZRP 1.

Article 2.3. Zone de réglementation de la publicité n°3 (ZRP 3)

2.3.1. Périmètre ZRP 3

La Zone de Réglementation de la Publicité ZRP 3 correspond :

- **aux portions d'axes suivantes :**
 - RN 71 – axe sud-est : Avenue Pierre Brossolette (à l'est) : du n°307 (exclu) jusqu'à la limite communale de Saint-Julien-les-Villas
 - Avenue Pierre Brossolette (à l'ouest) : du n°258 bis (exclu) jusqu'à la limite communale avec Saint-Julien-les-Villas
 - Boulevard Pompidou : de l'intersection des rues Salomon Rachi et Charles Dutreix, à la limite communale avec Saint-Parres-aux-Tertres

2.3.2. Objectifs recherchés

La ZRP 3 se caractérise par un tissu urbain aéré, un retrait des constructions, un front de clôtures et des activités économiques. Les prescriptions sont peu restrictives au regard d'espaces moins sensibles d'un point de vue architectural et patrimonial. Néanmoins, l'intérêt paysager nécessite un encadrement des dispositifs afin d'éviter une prolifération ponctuelle.

Article 2.4. Zone de réglementation de la publicité n°4 (ZRP 4)

2.4.1. Périmètre ZRP 4

La Zone de Réglementation de la Publicité ZRP 4 concerne les parties du territoire communal non situées dans les zones de publicité restreinte 1, 2 et 3.

2.4.2. Objectifs recherchés

Les prescriptions de cette zone sont celles de la réglementation nationale, à l'exception de la publicité et des pré-enseignes nécessitant une autorisation.

ZONAGE SPECIFIQUE AUX ENSEIGNES

Le présent règlement institue par ailleurs sur le territoire de la Ville de Troyes trois zones à réglementations spéciales relatives aux enseignes, telles qu'elles sont délimitées ci-dessous.

Article 2.5. Zone de réglementation des enseignes n°1 (ZRE 1)

2.5.1. Périmètre ZRE 1

La Zone de Réglementation des Enseignes ZRE 1 correspond au centre historique de la Ville de Troyes couvert par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur étendu, mis en révision en 2011 et arrêté le 15 décembre 2017.

Son périmètre couvre donc le quartier du centre ancien dénommé « le Bouchon de Champagne » et la ceinture des boulevards 14 juillet, Victor Hugo, Carnot, Gambetta, Danton, Cours Jacquin, Barbusse et Quai Saint Dominique, jusqu'au droit du domaine privé.

2.5.2. Objectifs recherchés

La ZRE 1 est la zone la plus restrictive du présent règlement. Elle a pour objet de veiller à une protection optimale du patrimoine historique et architectural du centre ancien de la commune, et de favoriser son attractivité économique et touristique.

Article 2.6. Zone de réglementation des enseignes n°2 (ZRE 2)

2.6.1. Périmètre ZRE 2

La Zone de Réglementation des Enseignes ZRE 2 correspond aux secteurs d'intérêt architectural et paysager.

Son périmètre s'étend des abords extérieurs de la ceinture des boulevards 14 juillet, Victor Hugo, Carnot, Gambetta, Danton, Cours Jacquin, Barbusse et Quai Saint Dominique, des façades d'immeubles jusqu'au droit du domaine public ; jusqu'aux limites suivantes :

- **au nord :**
 - o Boulevard Blanqui (inclus) ;
 - o Avenue du Général Leclerc : côté pair du n°170 (inclus) et côté impair du n°173 jusqu'à l'Avenue Marguerite Buffard ;
 - o Avenue Marguerite Buffard (incluse) jusqu'à la Place Jean XIII ;
 - o de la Place Jean XIII (exclue) jusqu'au n°31 (inclus) de l'Avenue Marie de Champagne ;
 - o Rue de la Reine blanche (incluse) ;
 - o Rue Gaston Rogelin (incluse) ;
 - o Avenue Chomedey de Maisonneuve : du n°112 (inclus) au n°48 (inclus).

- **à l'est (axes inclus) :**

- o Rue du Général Gaston Billotte (incluse) ;
- o Rue Etienne Pédron : côté impair du n°27 (inclus) et côté pair du n°16 (inclus) jusqu'à l'angle du Cours Jacquin ;
- o Cours Jacquin (exclus) ;
- o Rue de Chaillouet (incluse) ;
- o Avenue du 1^{er} mai (incluse) jusqu'au Carrefour de l'Europe ;
- o Carrefour de l'Europe (inclus) ;
- o Rue Louis Morin (inclus) ;
- o Rue du parc des Sports (inclus) ;
- o Rue de Jouselin (inclus) ;
- o Rue de Gournay : côté impair du n°53 (inclus) et côté pair du n°36 (inclus) jusqu'à l'intersection avec la Rue de Jouselin ;
- o Rue Fortier (incluse) ;
- o Mail des Charmilles (inclus) ;
- o Mail Saint Dominique (inclus).

- **au sud :**

- o Chaussée du Vouldy : section comprise entre le Rond-point West et Wood et l'intersection avec l'avenue Georges Pompidou ;
- o Avenue Georges Pompidou : section comprise entre l'intersection avec la Chaussée du Vouldy et l'intersection avec le Boulevard Jules Guesde ;
- o Boulevard Jules Guesdes (inclus) : de l'intersection avec l'Avenue Georges Pompidou jusqu'à la limite communale avec Saint-Julien-les-Villas ;
- o Place Jean Macé (incluse) ;
- o Rue Emile Clévy (incluse) ;
- o Rue du Faubourg Croncels : côté pair du n°202 (inclus) au n° 226 (inclus) et côté impair du n°223 (inclus) au n° 251 (inclus).

- **à l'ouest :**

- o Rue de la Somme : section comprise entre la Rue du Faubourg Croncels et la Rue Edouard Vaillant ;
- o Rue Edouard Vaillant : côté pair du n° 82 (inclus) au n°20 (inclus) et côté impair du n°51 (inclus) au n°7 (inclus) ;
- o Rue Charles Nungesser (incluse) ;
- o Rue de Verdun : côté pair du n°22 (inclus) et côté impair du n°11 (inclus) jusqu'à l'intersection avec l'Avenue Anatole France ;
- o Avenue Anatole France : section comprise entre l'intersection avec la Rue de Verdun et l'intersection avec l'Avenue Pierre Brossolette ;
- o Avenue Pierre Brossolette : côté pair du n°124 (inclus) et côté impair du n°135 (inclus) jusqu'au Rond-point François Mitterand ;
- o Boulevard du 1^{er} RAM (côté impair) ;
- o Boulevard Charles Baltet (inclus) ;
- o Rue Courtalon : section comprise entre le Rond-point Robert Galley et la Rue Lachat ;
- o Rue Lachat : jusqu'à la limite communale avec Sainte Savine ;
- o Villa Rothier ;
- o Rue Bersat (côté pair à Troyes) ;

- o Rue des Noës (côté pair à Troyes)

2.6.2. Objectifs recherchés

La ZRE 2 a pour objet d'encadrer par une réglementation spécifique les enseignes implantées dans les faubourgs qualitatifs protégés liés à l'industrie bonnetière et en fronts urbains présentant un intérêt patrimonial ou paysager. Il s'agit par ailleurs de tenir compte, en prenant des dispositions particulières, des grands sites insérés dans le tissu urbain et accueillant du public (établissements commerciaux ou de services, administrations publiques ou privées...).

Article 2.7. Zone de réglementation des enseignes n°3 (ZRE 3)

2.7.1. Périmètre ZRE 3

La Zone de Réglementation des Enseignes ZRE 3 concerne les parties du territoire communal non situées dans les zones de réglementation des enseignes 1 et 2.

2.7.2. Objectifs recherchés

La ZRE 3 se caractérise par des prescriptions moins restrictives au regard d'espaces moins sensibles d'un point de vue architectural et patrimonial. Néanmoins, cette zone nécessite un cadre réglementaire plus restrictif que la réglementation nationale.

TITRE 3– REGLES DES ZRP RELATIVES A LA PUBLICITE & PRE-ENSEIGNES

Le présent règlement et le zonage instauré consistent en une application globale de la réglementation nationale, en apportant en fonction des zones et de la nature des dispositifs, des éléments de contrainte (notamment de densité) ou des dérogations en secteurs protégés.

A défaut de dispositions spécifiquement édictées dans le règlement des différentes zones ou de dispositions générales, la réglementation nationale s'applique.

Article 3.1. Prescriptions générales s'appliquant à toutes les zones

3.1.1. Prescriptions relatives à la publicité non lumineuse

La publicité non lumineuse est la publicité à la réalisation de laquelle ne participe pas de sources lumineuses spécialement prévues à cet effet.

- **sur supports préexistants (mur, clôture...)**
 - une publicité non lumineuse doit être située sur le mur ou la clôture qui la supporte ou sur un plan parallèle à ce mur ou clôture ;
 - le mur ou la clôture doit être aveugle ou ne comporter qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 m² ;
 - elle ne peut être apposée sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, ni dépasser les limites du mur qui la supporte, ni les limites de l'égout du toit ;
 - hauteur maximale : 7,50 mètres au-dessus du niveau du sol ;
 - hauteur minimum : 0,50 mètres au-dessus du niveau du sol de fondation ;
 - saillie maximale : 0,25 mètre

- **sur portatifs (dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol)**
 - hauteur maximale : 6 mètres au-dessus du niveau du sol ;
 - l'implantation d'un dispositif sur portatif est interdite à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété ;
 - par ailleurs l'implantation d'un dispositif sur portatif est interdite à une distance inférieure à 10 mètres par rapport à une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin (lorsque le dispositif se trouve en avant du pan de mur contenant cette baie) ;
 - les dispositifs annexes ayant pour effet d'augmenter en surface l'impact visuel d'un panneau sont interdits.

3.1.2. Prescriptions relatives à la publicité lumineuse non numérique

La publicité lumineuse non numérique est soumise aux mêmes dispositions qui régissent la publicité non lumineuse.

3.1.3. Prescriptions relatives à la publicité lumineuse numérique

Quand elle est autorisée, la publicité lumineuse numérique est soumise à des règles spécifiques à chaque zone.

3.1.4. Prescriptions relatives aux pré-enseignes

Les pré-enseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

3.1.5. Prescriptions relatives à la publicité sur mobiliers urbains

- les abris destinés au public peuvent supporter des publicités d'une surface d'affichage unitaire maximale de 2,30 m² (cadre et support compris), sans que la surface totale de ces publicités puisse excéder 2,30 m² + 2,30 m² par tranche entière de 4,50 m² de surfaces abritées au sol. L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit est interdite ;
- les kiosques à journaux ou autres kiosques édifiés sur le domaine public peuvent supporter des publicités d'une surface d'affichage unitaire maximale de 2,30 m², sans que la surface totale de la publicité puisse excéder 6 m². L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit est interdite ;
- les colonnes porte-affiches ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles ;
- les mâts porte-affiches ne peuvent pas comporter plus de 2 panneaux situés dos à dos et présentant une surface d'affichage maximale unitaire de 2,30 m² (cadre et support compris) utilisables exclusivement pour l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives ;
- le mobilier urbain destiné à recevoir des informations publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques, ne peut pas supporter une publicité commerciale excédant la surface totale réservée à ces informations et œuvres ;
- la publicité sur mobiliers urbains est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi express à d'autres dispositions contenues dans le présent règlement.

3.1.6. Règles générales d'implantation hors mobiliers urbains

- l'implantation des dispositifs en "V" est interdite ;
- la superposition (2 panneaux l'un au-dessus de l'autre) et la juxtaposition (2 panneaux l'un à côté de l'autre) sont interdites ;
- aucune implantation ne sera possible à moins de 20 mètres des berges de la Seine, du bassin de la préfecture, des canaux et autres cours d'eau ;
- les implantations sont interdites devant et/ou dans les ensembles végétaux identifiés et protégés dans les documents d'urbanisme, les arbres isolés remarquables identifiés et protégés dans les documents d'urbanisme, les alignements d'arbres et les jardins publics.

Article 3.2. Dispositions applicables à la ZRP n°1

3.2.1. Dispositions applicables à la publicité et aux pré-enseignes

- **la publicité et les pré-enseignes sont interdites à l'intérieur du périmètre**
- sauf exceptions mentionnées article 3.2.2 y compris au sein du site patrimonial remarquable.

3.2.2. Cas particuliers

- **Publicité sur mobiliers urbains**

- la publicité supportée par le mobilier urbain est autorisée ;
- la surface unitaire d'affichage de la publicité sur mobiliers urbains est limitée à 8,60 m² (cadre et support compris) ;
- le mobilier urbain de format d'affichage supérieur à 8,60 m² (cadre et support compris) est interdit ;
- seul le mobilier urbain dont la surface unitaire d'affichage est inférieure ou égales à 2,30 m² (cadre et support compris) peut accueillir de la publicité lumineuse numérique.

- **Publicité sur palissade de chantier :**

- la publicité et les pré-enseignes sont autorisées sur les palissades de chantier ;
- hors interdictions relatives aux monuments et sites classés rappelées article 1.5 ;
- dans le respect des dispositions de l'article 1.10 relatif aux dispositifs temporaires.

Article 3.3. Dispositions applicables à la ZRP n°2

3.3.1. Dispositions applicables à la publicité et aux pré-enseignes

- **la publicité et les pré-enseignes sont autorisées à l'intérieur du périmètre**, y compris en Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP, ex ZPPAUP), dans les conditions suivantes :
 - la surface unitaire d'affichage est limitée à 12,60 m² (cadre et support compris) ;
 - l'implantation d'un dispositif est interdite sur une unité foncière dont une façade sur voie accueille déjà une enseigne scellée au sol (non cumul).
- **règle de densité :**
 - l'implantation n'est admise que sur une unité foncière ayant au moins une façade sur une voie ouverte à la circulation du public et est soumise à l'observation stricte des règles suivantes, relatives à la longueur de la façade sur la voie de visibilité ouverte à la circulation du public :
 - a) **sur tout le périmètre, hors exceptions mentionnées en b et c ci-dessous :**
 - o façade sur la voie de visibilité ouverte à la circulation du public inférieure à 25 mètres = interdit ;
 - o façade sur la voie de visibilité ouverte à la circulation du public supérieure à 25 mètres = 1 dispositif (simple ou double face) qu'il soit sur portatif ou sur support.
 - b) **sur l'axe pénétrant nord : Avenue Chomedey de Maisonneuve (à l'est) : du n°24 (exclu) jusqu'à la limite communale avec Le Chapelle-Saint-Luc ; Avenue**

Major Général Georges Vanier (à l'ouest) : du n°35 (exclu) jusqu'à la limite communale avec La Chapelle-Saint-Luc :

- o façade sur la voie de visibilité ouverte à la circulation du public inférieure à 20 mètres = interdit ;
 - o façade sur la voie de visibilité ouverte à la circulation du public supérieure à 20 mètres = 1 dispositif (simple ou double face) qu'il soit sur portatif ou sur support.
- c) **pour les unités foncières présentant plusieurs façades sur voie ouverte à la circulation du public** (par exemple sises à une intersection de voirie), le calcul de la longueur du linéaire tient compte de toute la longueur des côtés de l'unité foncière bordant les dites voies, suivant les règles suivantes :
- o façade additionnée sur voie de visibilité ouverte à la circulation du public inférieure à 30 mètres = interdit ;
 - o façade additionnée sur voie de visibilité ouverte à la circulation du public supérieure à 30 mètres = 1 dispositif (simple ou double face) qu'il soit sur portatif ou sur support.

3.3.2. Cas particuliers

▪ **Publicité sur mobiliers urbains**

- la publicité supportée par le mobilier urbain est autorisée ;
- la surface unitaire d'affichage de la publicité sur mobiliers urbains est limitée à 12,60 m² (cadre et support compris) ;
- le mobilier urbain de format d'affichage supérieur à 12,60 m² (cadre et support compris) est interdit ;
- seul le mobilier urbain dont la surface unitaire d'affichage est inférieure ou égale à 2,30 m² (cadre et support compris) peut accueillir de la publicité lumineuse numérique.

▪ **Publicité sur palissade de chantier :**

- la publicité et les pré-enseignes sont autorisées sur les palissades de chantier ;
- hors interdictions relatives aux monuments et sites classés rappelées article 1.5 ;
- dans le respect des dispositions de l'article 1.10 relatif aux dispositifs temporaires.

▪ **Publicité lumineuse numérique :**

- la publicité et les pré-enseignes lumineuses numériques sont autorisées et soumises à autorisation préalable ;
- 1 seul dispositif (simple ou double face) est autorisé par unité foncière, qu'il soit sur portatif ou sur support, à l'exception du domaine public et ferroviaire réglementé ci-dessous ;
- l'implantation n'est admise que sur une unité foncière ayant au moins une façade sur une voie ouverte à la circulation du public dont la longueur est supérieure à 30 mètres ;
- la surface unitaire maximale d'affichage ne doit pas excéder 6,50 m² (cadre et support compris) ;

- les dispositifs de publicité numérique doivent être équipés d'un système de gradation permettant d'adapter l'éclairage à la luminosité ambiante et doivent respecter les normes et seuils de luminance autorisés ;
 - l'implantation d'un dispositif de publicité numérique sur portatif ou sur support est interdite à une distance inférieure à 10 mètres d'une limite séparative de propriété ;
 - pour ne pas nuire aux riverains, un dispositif de publicité numérique sur portatif ne devra pas être implanté à une distance inférieure à 15 mètres de tout bâtiment, exception faite des façades aveugles où il est autorisé de l'implanter jusqu'à 1 mètres de la dite façade ;
 - un dispositif de publicité numérique sur support ne pourra être implanté que sur façade aveugle d'un bâtiment autre que de l'habitation et à une distance minimale de 15 mètres par rapport à une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin.
- **Publicité sur le domaine ferroviaire :**
 - une inter-distance de 80 mètres minimum est imposée entre deux dispositifs sur portatifs ou sur supports, et sur un même côté de voie ;
 - aucune distance n'est à respecter entre 2 dispositifs séparés par une voie routière ou par une voie ferrée.

Article 3.4. Dispositions applicables à la ZRP n°3

3.4.1. Dispositions applicables à la publicité et aux pré-enseignes

- **la publicité et les pré-enseignes sont autorisées à l'intérieur du périmètre**, y compris en Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP, ex ZPPAUP), dans les conditions suivantes :
 - la surface unitaire d'affichage est limitée à 12,60 m² (support et cadre compris) ;
 - sur une même unité foncière, les dispositifs doivent être identiques (même typologie et même format) et respecter une inter-distance entre eux de 60 mètres minimum.
- **règle de densité :**
 - a) **sur tout le périmètre, hors exception mentionnée en b ci-dessous :**
 - l'implantation n'est admise que sur une unité foncière ayant au moins une façade sur une voie ouverte à la circulation du public et est soumise à l'observation stricte des règles suivantes, relatives à la longueur de la façade parcellaire sur la voie de visibilité ouverte à la circulation du public :
 - façade sur la voie de visibilité ouverte à la circulation du public inférieure à 20 mètres = interdit
 - façade sur la voie de visibilité ouverte à la circulation du public supérieure à 20 mètres et inférieure à 60 mètres = 1 dispositif (simple ou double face) qu'il soit sur portatif ou sur support

- o façade sur la voie de visibilité ouverte à la circulation du public supérieur à 60 mètres = 2 dispositif (simple ou double face) qu'ils soient sur portatif ou sur support
- b) **pour les unités foncières présentant plusieurs façades sur voie ouverte à la circulation du public** (par exemple sises à une intersection de voirie), le calcul de la longueur du linéaire tient compte de toute la longueur des côtés de l'unité foncière bordant les dites voies, suivant les règles suivantes :
 - o façade additionnée sur voie de visibilité ouverte à la circulation du public inférieure à 30 mètres = interdit ;
 - o façade additionnée sur voie de visibilité ouverte à la circulation du public supérieur à 30 mètres = 1 dispositif (simple ou double face) qu'il soit sur portatif ou sur support
 - o façade additionnée sur voie de visibilité ouverte à la circulation du public supérieur à 90 mètres = 2 dispositif (simple ou double face) qu'ils soient sur portatif ou sur support.

3.4.2. Cas particuliers

- **Publicité sur mobiliers urbains :**
 - la publicité supportée par le mobilier urbain est autorisée ;
 - la surface unitaire d'affichage de la publicité sur mobiliers urbains est limitée à 12,60 m² (cadre et support compris) ;
 - le mobilier urbain de format d'affichage supérieur à 12,60 m² (cadre et support compris) est interdit ;
 - seul le mobilier urbain dont la surface unitaire d'affichage est limitée à 6,50 m² (cadre et support compris) peut accueillir de la publicité lumineuse numérique.
- **Publicité lumineuse numérique :**
 - la publicité et les pré-enseignes lumineuses numériques sont autorisées et soumises à autorisation préalable ;
 - 1 seul dispositif (simple ou double face) est autorisé par unité foncière, qu'il soit sur portatif ou sur support, à l'exception du domaine public et ferroviaire réglementé ci-dessous ;
 - l'implantation n'est admise que sur une unité foncière ayant au moins une façade sur une voie ouverte à la circulation du public dont la longueur est supérieure à 30 mètres ;
 - la surface unitaire maximale d'affichage ne doit excéder 6,50 m² (cadre et support compris) ;
 - les dispositifs de publicité numérique doivent être équipés d'un système de gradation permettant d'adapter l'éclairage à la luminosité ambiante et doivent respecter les normes et seuils de luminance autorisés ;
 - l'implantation d'un dispositif de publicité numérique sur portatif ou sur support est interdite à une distance inférieure à 10 mètres d'une limite séparative de propriété ;
 - pour ne pas nuire aux riverains, un dispositif de publicité numérique sur portatif ne devra pas être implanté à une distance inférieure à 15 mètres de tout

- bâtiment, exception faite des façades aveugles où il est autorisé de l'implanter jusqu'à 1 mètres de la dite façade ;
- un dispositif de publicité numérique sur support ne pourra être implanté que sur façade aveugle d'un bâtiment autre que de l'habitation et à une distance minimale de 15 mètres par rapport à une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin.
- **Publicité sur le domaine ferroviaire :**
- une inter-distance de 60 mètres minimum est imposée entre deux dispositifs sur portatifs ou sur supports, et sur un même côté de voie ;
 - aucune distance n'est à respecter entre 2 dispositifs séparés par une voie routière ou par une voie ferrée.

Article 3.5. Dispositions applicables à la ZRP n°4

3.5.1. Dispositions applicables à la publicité et aux pré-enseignes

- **la publicité et les pré-enseignes sont autorisées à l'intérieur du périmètre**, y compris en Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP, ex ZPPAUP), dans les conditions d'installation de la réglementation nationale en vigueur.

3.5.2. Cas particulier

- **Publicité lumineuse numérique :**
- la publicité et les pré-enseignes lumineuses numériques sont autorisées et soumises à autorisation préalable ;
 - 1 seul dispositif (simple ou double face) est autorisé par unité foncière, qu'il soit sur portatif ou sur support, à l'exception du domaine public et ferroviaire réglementé ci-dessous ;
 - les dispositifs de publicité numérique doivent être équipés d'un système de gradation permettant d'adapter l'éclairage à la luminosité ambiante et doivent respecter les normes et seuils de luminance autorisés ;
 - l'implantation d'un dispositif de publicité numérique sur portatif ou sur support est interdite à une distance inférieure à 10 mètres d'une limite séparative de propriété ;
 - pour ne pas nuire aux riverains, un dispositif de publicité numérique sur portatif ne devra pas être implanté à une distance inférieure à 15 mètres de tout bâtiment, exception faite des façades aveugles où il est autorisé de l'implanter jusqu'à 1 mètres de la dite façade ;
 - un dispositif de publicité numérique sur support ne pourra être implanté que sur façade aveugle d'un bâtiment autre que de l'habitation et à une distance minimale de 15 mètres par rapport à une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin.
- **Publicité sur mobiliers urbains :**
- la publicité supportée par le mobilier urbain est autorisée dans les conditions d'installation de la réglementation nationale en vigueur.

PROJET

TITRE 4– REGLES RELATIVES AUX ENSEIGNES

Article 4.1. Principes généraux

Les enseignes sont autorisées dans les conditions définies par le présent chapitre et les articles L 581-18, L 581-20, R 581-58 à R 581-65, R 581-68 à R 581-70 du Code de l'Environnement. Elles sont soumises aux règles d'éloignement des carrefours et giratoires.

Toute installation, remplacement ou modification d'enseignes ou de pré-enseignes doit faire l'objet d'une autorisation en mairie. Lorsque l'installation est projetée dans le périmètre du site patrimonial remarquable, ou sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords, en application de l'article L 621-30 du Code du Patrimoine, l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France est requis. Lorsque l'installation est projetée dans le site classé, l'accord du préfet de région est requis.

Article 4.2. Dispositions applicables à la ZRE 1

4.2.1. Dispositions applicables aux enseignes

- **Sont autorisées, par établissement :**
 - 1 enseigne en bandeau ou en applique ou adhésive sur vitrine, fixée à plat sur la façade, par tranche de 6 mètres linéaires de façade ;
 - 1 enseigne perpendiculaire ou en drapeau ou potence, fixée perpendiculairement au mur de la façade (2 enseignes pour les établissements d'angle, soit 1 par rue).

- **Sont interdites :**
 - les enseignes endommageant, occultant ou dénaturant les motifs d'architecture ;
 - les enseignes "à cheval" sur deux bâtiments ou s'étendant aux étages supérieurs (dépassement interdit du niveau des appuis de fenêtre du premier étage) ;
 - les enseignes apposées sur balcons ou devant les fenêtres ou les baies ;
 - les enseignes implantées au-dessus des baies non commerciales ou des portes d'accès aux étages ;
 - les enseignes lumineuses telles que lettres ou symboles lumineux en tubes néon ou les enseignes à lumière directe (composées de lampes à incandescence, de leds...) ;
 - les enseignes numériques, clignotantes ou à messages lumineux défilants ;
 - les enseignes implantées au-dessus des marquises ou des auvents ;
 - les enseignes implantées sur balcons, corniches, garde-corps, toitures et toits-terrasse ;
 - les enseignes en matériaux non durables, gonflables ou aériennes, ou en matériaux souples tels que bâches ou banderoles ;

- les mâts supportant des drapeaux, oriflammes, ou kakémonos ;
 - les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol, à l'exception des totems relatifs aux établissements publics recevant du public et des totems d'information patrimoniale.
- **Prescriptions relatives aux enseignes en bandeau ou en applique :**
- l'implantation des enseignes en applique ou bandeau doit prendre en compte les ruptures de bâtiments et respecter la trame parcellaire et architecturale ;
 - elles doivent obligatoirement être positionnées entre le rez-de-chaussée et le premier étage de l'immeuble et être implantées parallèlement au mur et au plus près de celui-ci ;
 - l'enseigne apposée au-dessus de la devanture n'excède pas la largeur de la façade commerciale et n'empiète pas sur l'accès indépendant de l'immeuble ;
 - la hauteur maximale des lettres et graphismes est limitée à 30 cm (la hauteur maximale s'appliquant à la typographie majoritaire dans le corps du texte de l'enseigne) ;
 - l'épaisseur de l'enseigne bandeau est limitée à 10 cm et à 6 cm sur les tranches ;
 - il est obligatoire d'aligner et de centrer le dispositif sur les percements ;
 - afin de signaler une activité présente dans un immeuble ne disposant pas de devanture commerciale ou une activité implantée en étage, sans possibilité de se signaler en rez-de-chaussée, la dénomination sociale et le logo de l'activité est autorisée sur le lambrequin des stores et bannes ;
 - sur les immeubles à pans de bois apparents, seules les enseignes en applique réalisées sous forme de lettres découpées ou peintes sans panneau de fond rapporté sont autorisées pour ne pas occulter la façade.
- **Prescriptions relatives aux enseignes perpendiculaires ou en drapeau ou potence :**
- un seul dispositif est autorisé par établissement, même en cas d'activités diversifiées ; les commerces à activités multiples exercés sous licence (tabac, presse...) doivent regrouper plusieurs mentions sur un dispositif unique ;
 - pour les établissements d'angle, deux enseignes peuvent être autorisées, soit une par façade ;
 - l'enseigne doit obligatoirement être placée entre le haut des baies du rez-de-chaussée et l'appui des fenêtres du premier étage de l'immeuble, et si possible dans l'alignement de l'enseigne bandeau, à l'une de ses extrémités ; elle ne doit pas faire obstacle à la circulation, ni nuire à la visibilité d'un élément patrimonial ou à la perspective urbaine d'ensemble ;
 - la surface de l'enseigne est limitée à 0,70 m², avec un débord maximum sur le domaine public de 0,80 mètre (support + enseigne drapeau) ;
 - l'épaisseur des enseignes en caisson est limitée à 8 cm et à 6 cm sur les tranches ;
 - seuls sont autorisés les enseignes de lecture facile, symboliques, ajourées, unies ou peu colorées ;

- tous types de matériaux sont autorisés, excepté dans les rues listées ci-dessous où l'emploi de matériaux métalliques est imposé (ferronnerie d'art, plaque métallique découpée, plaque peinte...) :

Dans le corps du Bouchon :

- rue Paillot Montabert
- rue Champeau
- ruelle des Chats
- rue Molé
- rue Urbain IV
- rue Turenne
- rue Saussier
- rue de la Trinité
- rue de la Montée des Changes
- rue Larivey
- rue Pithou
- rue Gambey
- rue de la Monnaie

Dans la tête du Bouchon :

- rue Linard Gonthier
- rue du Paon
- rue de la Cité

- **Prescriptions particulières relatives aux signalétiques professionnelles murales :**
 - afin de signaler une activité présente dans un immeuble ne disposant pas de devanture commerciale ou une activité implantée en étage, il est autorisé l'installation d'une plaque professionnelle parallèlement à la façade ;
 - le nombre est limité à 1 signalétique par activité ;
 - la dimension est limitée à 30 cm de longueur, 20 cm de hauteur et 4 cm d'épaisseur ;
 - les matériaux de plaques murales autorisées sont le verre, le plexiglas, le bois et le métal ;
 - l'enseigne concernant une activité s'exerçant en fond de cours ou à un étage ne peut être apposée que sur le montant ou dans le tableau de la porte y donnant accès, ou au-dessus de la porte si celle-ci n'est pas susceptible de donner accès à une autre activité ;
 - dans le cas où une porte donne accès à plusieurs activités, les différents dispositifs les annonçant doivent être conçus de manière à s'harmoniser entre eux, notamment par leur disposition.

4.2.2. Dispositions applicables à la vitrophanie et aux adhésifs

- l'occultation est limitée à 20 % de la surface vitrée, exceptée pour les activités reconnues comme nécessitant de la discrétion pour lesquelles un masquage peut être autorisé au moyen d'un film translucide effet verre dépoli, dans la limite d'une occultation n'excédant pas 70 % des vitrines ;

- seuls les adhésifs de lettres découpées, portant uniquement sur la dénomination sociale, le logo, les mentions à caractère d'information sur l'activité (horaires, numéros de téléphone...), et la vitrophanie ayant pour objet de préserver la discrétion exigée par l'activité sont autorisés ;
- les lettrages et graphismes devront être sobres et les supports et fonds devront être translucides ou micro-perforés ;
- la surface des mentions à caractère d'information est limitée à 0,50 m² ;
- les vitrophanies et tous adhésifs à caractère publicitaire sont interdits.

4.2.3. Cas particuliers

▪ **Porte-menus sur façades**

- il est autorisé pour les seuls restaurants la pose de porte-menus ayant pour objet l'affichage des menus et tarifs de l'établissement ;
- le nombre est limité à 1 porte-menus par façade ;
- les dimensions et l'emplacement seront adaptées au support et à l'architecture du bâtiment ;
- l'implantation pourra être autorisée sur le coffrage en cas de devanture en applique, sur pierre en cas de devanture en feuillure, sur support adhésif collé à l'intérieur de vitrine, en appui entre les ouvertures ou à proximité de l'entrée du restaurant ;
- les supports bois, ardoise, verre et autres matières transparentes seront privilégiés ;
- sont interdits les couleurs vives et les caissons lumineux.

▪ **Eclairage d'enseignes et enseignes lumineuses**

- les lettres boîtiers en matériau opaque avec rétro-éclairage indirect, et les caissons lumineux à fond et tranches opaques à lettres diffusantes sont autorisées ;
- les enseignes en lettres peintes, en lettres découpées ou en lettres forgées peuvent être éclairées directement. Le nombre et l'usage des projecteurs doivent être strictement limités à l'éclairage de l'enseigne, avec un débord maximum de 30 cm par rapport à la façade ;
- dans le cas de devanture en feuillure, l'éclairage sera positionné derrière les lettres découpées ou encastré ;
- d'une manière générale, l'éclairage sera assuré par un dispositif faisant partie intégrante de la composition de la devanture, sans porter atteinte à la tranquillité des riverains. Les sources lumineuses doivent être discrètes, indirectes et dans le même ton que le support sur lequel elles sont fixées.

▪ **Activités en étage**

- les activités situées en étage ne peuvent pas implanter d'enseignes en applique ou en drapeau ;
- seul un dispositif de lambrequins ou de vitrophanie est autorisé ;
- en fonction de la composition de la façade, la dénomination sociale de l'activité pourra être mentionnée jusqu'à deux fois ; au-delà seul le logo sera autorisé ;

- la teinte des lambrequins portant enseignes devra être en harmonie avec celle de la façade du bâtiment.

Article 4.3. Dispositions applicables à la ZRE 2

4.3.1. Dispositions applicables aux enseignes

- **Sont autorisées, par établissement** (sauf dérogation mentionnée article 4.3.3) :
 - 1 enseigne en applique ou bandeau, fixée à plat sur la façade (une deuxième enseigne peut être accordée aux établissements dont la façade sur une même rue est supérieure à 10 mètres linéaires) ;
 - 1 enseigne perpendiculaire ou en drapeau ou potence, fixée perpendiculairement au mur de la façade (2 enseignes pour les établissements d'angle, soit 1 par rue).
- **Sont interdites :**
 - les enseignes endommageant, occultant ou dénaturant le paysage urbain ou les motifs d'architecture qui embellissent les façades d'immeubles ;
 - les enseignes "à cheval" sur deux bâtiments ou s'étendant aux étages supérieurs (dépassement interdit du niveau des appuis de fenêtre du premier étage) ;
 - les enseignes apposées sur balcons ou devant les fenêtres ou les baies ;
 - les enseignes implantées au-dessus des baies non commerciales ou des portes d'accès aux étages ;
 - les enseignes lumineuses telles que lettres ou symboles lumineux en tubes néon ou composées d'un ensemble de lampes à incandescence ;
 - les enseignes numériques, clignotantes ou à messages lumineux défilants, à l'exception des enseignes sur un équipement d'intérêt général, des enseignes de pharmacie ou de tout autre service d'urgence (dans les conditions mentionnées article 4.3.4) ;
 - les enseignes implantées au-dessus des marquises ou des auvents ;
 - les enseignes implantées sur balcons, corniches, garde-corps, toitures et toits-terrasse (sauf dérogation mentionnée article 4.3.4) ;
 - les mâts supportant des drapeaux ou oriflammes, les enseignes en matériaux non durables, gonflables ou aériennes, ou en matériaux souples tels que bâches ou banderoles, à l'exception des kakémonos ;
- **Prescriptions générales :**
 - sauf dérogation mentionnée à l'article 4.3.3, la surface totale des enseignes, toutes typologies confondues, ne devra pas excéder 15% de la façade commerciale principale, cette dernière étant constituée par la (les) façade(s) comprenant la (les) entrée(s) du public, y compris les décrochements de façade avec ou sans vitrine ;
 - les baies commerciales sont comprises dans le calcul de la surface commerciale de référence.
- **Prescriptions relatives aux enseignes en applique ou bandeau :**

- l'implantation des enseignes en applique ou bandeau doit prendre en compte les ruptures de bâtiments et respecter la trame parcellaire et architecturale ;
 - elles doivent obligatoirement être positionnées entre le rez-de-chaussée et le premier étage de l'immeuble et être implantées parallèlement au mur et au plus près de celui-ci ;
 - l'enseigne apposée au-dessus de la devanture n'excède pas la largeur de la baie commerciale et n'empiète pas sur l'accès indépendant de l'immeuble ;
 - les établissements dont la façade commerciale sur une même rue est supérieure à 10 mètres linéaires sont autorisés à poser deux enseignes ;
 - l'épaisseur de l'enseigne bandeau est limitée à 6 cm ;
 - il est obligatoire d'aligner et de centrer le dispositif sur les percements ;
 - afin de signaler une activité présente dans un immeuble ne disposant pas de devanture commerciale ou une activité implantée en étage, sans possibilité de se signaler en rez-de-chaussée, l'inscription sociale et le logo de l'activité sont autorisés sur le lambrequin des stores et bannes ;
 - d'une façon générale, seront privilégiées les lettres découpées sans panneau de fond rapporté, ou peintes sur panneau de fond transparent, ou d'une teintes en harmonie avec celle de la façade.
- **Prescriptions relatives aux enseignes perpendiculaires ou en drapeau ou potence :**
 - un seul dispositif est autorisé par établissement, même en cas d'activités diversifiées ; les commerces à activités multiples exercés sous licence (tabac, presse...) peuvent regrouper plusieurs mentions sur un dispositif unique ;
 - pour les établissements d'angle, deux enseignes sont autorisées, soit une par façade, disposées aux extrémités extérieures de l'angle formé par les deux façades ;
 - l'enseigne doit obligatoirement être placée entre le haut des baies du rez-de-chaussée et l'appui des fenêtres du premier étage de l'immeuble, et si possible dans l'alignement de l'enseigne bandeau, à l'une de ses extrémités ; elle ne doit pas faire obstacle à la circulation, ni nuire à la visibilité d'un élément patrimonial ou à la perspective urbaine d'ensemble ;
 - la surface de l'enseigne est limitée à 0,80 m², avec un débord maximum sur le domaine public de 0,80 mètre (support + enseigne drapeau) ;
 - l'épaisseur de l'enseigne est limitée à 6 cm ;
 - tous types de matériaux et de formes sont autorisés.
 - **Prescriptions particulières relatives aux signalétiques professionnelles murales :**
 - afin de signaler une activité présente dans un immeuble ne disposant pas de devanture commerciale ou une activité implantée en étage, il est autorisé l'installation d'une plaque professionnelle parallèlement à la façade ;
 - le nombre est limité à 1 signalétique par activité ;
 - la dimension est limitée à 30 cm de longueur, 20 cm de largeur et 4 cm d'épaisseur ;
 - les matériaux de plaques murales autorisées sont le verre, le plexiglas, le bois et le métal ;
 - l'enseigne concernant une activité s'exerçant en fond de cours ou à un étage ne peut être apposée que sur le montant ou dans le tableau de la porte y

- donnant accès, ou au-dessus de la porte si celle-ci n'est pas susceptible de donner accès à une autre activité ;
- dans le cas où une porte donne accès à plusieurs activités, les différents dispositifs les annonçant doivent être conçus de manière à s'harmoniser entre eux, notamment par leur disposition.

4.3.2. Dispositions applicables à la vitrophanie et aux adhésifs

- l'occultation est limitée à 25 % de la surface vitrée, exceptée pour les activités reconnues comme nécessitant de la discrétion pour lesquelles un masquage peut être autorisé au moyen d'un film translucide effet verre dépoli, dans la limite d'une occultation n'excédant pas 70 % des vitrines ;
- seuls les adhésifs de lettres découpées, portant uniquement sur la dénomination sociale, le logo, les mentions à caractère d'information sur l'activité (horaires, numéros de téléphone...), et la vitrophanie ayant pour objet de préserver la discrétion exigée par l'activité sont autorisés ;
- les lettrages et graphismes devront être sobres et les supports et fonds devront être translucides ou micro-perforés (les supports et fonds adhésifs opaques sont interdits) ;
- les lettrages et graphismes devront être sobres et les supports et fonds devront être translucides ou micro-perforés (les supports et fonds adhésifs opaques sont interdits, sauf dans une bande de 40 cm de hauteur à compter du haut ou du bas de la surface vitrée) ;
- les vitrophanies et tous adhésifs à caractère publicitaire sont interdits.

4.3.3. Dispositions spécifiques aux grands sites d'activité

- des dispositions particulières peuvent être admises pour les sites d'activités qui réunissent les trois conditions énumérées ci-après : être un établissement commercial ou de service ou une administration publique ou privée qui accueille du public, avoir une façade sur une même rue supérieure à 20 mètres linéaires et être implantés en retrait de plus de 15 mètres par rapport au domaine public ;
- plusieurs enseignes pourront leur être accordées mais la surface cumulée des enseignes ne devra pas excéder 20% de la façade commerciale principale et tout dispositif, sauf dérogation relative aux enseignes scellées au sol mentionnée article 4.3.4, sera limité à une surface maximale unitaire de 7 m² (10 m² pour les établissements en retrait de plus de 20 mètres par rapport au domaine public)
- en cas de multi-activités regroupées dans un même bâtiment, s'exerçant dans la totalité du bâtiment, et présentant des entrées différenciées par activités, les surfaces pourront être calculées par activités.

4.3.4. Cas particuliers

▪ **Eclairage d'enseignes et enseignes lumineuses**

- les caissons en matériau opaque dans lesquels seules les lettres ou logo sont lumineux, avec rétro-éclairage indirecte, sont autorisées ;

- d'une manière générale, l'éclairage sera assuré par un dispositif faisant partie intégrante de la composition de la devanture, sans porter atteinte à la tranquillité des riverains. Les sources lumineuses doivent être discrètes, indirectes et dans le même ton que le support que le quel elles sont fixées.
 - les enseignes en lettres peintes, en lettres découpées ou en lettres forgées peuvent être éclairées directement. Le nombre et l'usage des projecteurs doivent être strictement limités à l'éclairage de l'enseigne, avec un débord maximum de 30 cm par rapport à la façade ;
 - dans le cas de devanture en feuillure, l'éclairage sera de préférence en lettre boîtiers en matériau opaque, avec rétro-éclairage indirect, soit positionné derrière les lettres découpées ou encastré ;
 - les enseignes numériques, clignotantes ou à messages lumineux défilants sont autorisées uniquement sur mur ou pignon, pour les seules pharmacies et services d'urgence dans la limite 0,50 m², ou sur les seuls équipements d'intérêt général dans la limite de 15% de la surface de la façade support.
- **Enseignes scellées au sol**
- une enseigne scellée au sol est autorisée uniquement aux établissements implantés en retrait de plus de 5 mètres par rapport au domaine public ;
 - le nombre est limité à 1 dispositif par unité foncière (une deuxième enseigne scellée au sol est accordée aux établissements dont la façade sur une même rue est supérieure à 10 mètres linéaires et en retrait de 5 mètres par rapport au domaine public) ;
 - lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, leurs enseignes doivent être regroupées sur un seul et unique dispositif (sur deux dispositifs maximums si la façade sur une même rue est supérieure à 10 mètres linéaires et en retrait de 5 mètres par rapport au domaine public) ;
 - l'enseigne est de forme libre mais doit obligatoirement s'inscrire dans un volume inférieur à 8 m² et respecter une hauteur maximale de 4 mètres au-dessus du sol, support compris ;
 - seuls les totems des stations de distribution d'essence présentant les tarifs de carburants pourront déroger et atteindre une largeur maximale de 1,35 mètres et une hauteur maximale de 6,50 mètres au-dessus du sol, support compris ;
 - la composition de l'enseigne sera harmonieuse tant en ce qui concerne les matériaux que les textes ou graphismes utilisés ;
 - l'implantation d'un dispositif de cette nature est interdite à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété ou du domaine public ;
 - le dispositif ne devra pas être implanté à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur au-dessus du niveau du sol de tout bâtiment, exception faite des façades aveugles où il est autorisé de l'implanter jusqu'à 1 mètre de tout bâtiment ;
 - les dos d'enseignes nus visibles des voies ouvertes à la circulation publique doivent être habillés de telle façon à s'intégrer harmonieusement dans l'environnement ;
 - le dispositif ne devra pas nuire à la visibilité et à la sécurité des usagers de la voirie.

▪ **Enseignes installées en toiture-terrasse**

- 1 enseigne est autorisée en toiture-terrasse aux seuls établissements commerciaux ou de service qui accueillent du public, dans un bâtiment à toiture-terrasse intégralement dédié à l'activité, et dont la façade sur une même rue est supérieure à 20 mètres linéaires ;
- l'enseigne doit être réalisée sous forme de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation, sans panneau de fond rapporté, privilégiant des teintes, graphismes et matériaux en harmonie avec le bâtiment qui la supporte ;
- elle doit obligatoirement ne pas excéder 1/6^{ème} de la hauteur de la façade du bâtiment et au maximum 1 mètre de hauteur, support compris, et ne pas dépasser en longueur les limites du bâtiment qui la portent.

Article 4.4. Dispositions applicables à la ZRE 3

4.4.1. Dispositions applicables aux enseignes

▪ **Prescriptions générales :**

- sauf dérogation mentionnée article 4.4.3, la surface totale des enseignes, toutes typologies confondues, ne devra pas excéder **15%** de la façade commerciale principale, cette dernière étant constituée par la (les) façade(s) comprenant la (les) entrée(s) du public, y compris les décrochements de façade avec ou sans vitrine situés sur le même plan ;
- les enseignes doivent respecter l'architecture du bâtiment, s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade et tenir compte de ses différents éléments : emplacement des baies, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs.

▪ **Prescriptions relatives aux enseignes en applique ou bandeau :**

- les enseignes en applique ou bandeau doivent être implantées parallèlement aux murs ou supports sur lesquels elles sont apposées et au plus près de ceux-ci ;
- elles ne doivent pas dépasser en longueur les limites des murs ou supports qui les portent ;
- l'installation d'une enseigne sur un auvent ou une marquise est autorisée si la hauteur du dispositif ne dépasse pas 1 mètre ;
- la pose d'une enseigne devant un balcon ou une baie est autorisée si l'enseigne ne s'élève pas au-dessus du garde-corps ou de la barre d'appui du dit balcon ou de la dite baie ;
- l'installation d'une enseigne sur le garde-corps d'un balcon est autorisée si l'enseigne ne dépasse pas les limites de ce garde-corps et si elle ne constitue pas une saillie de plus de 0,25 mètre par rapport à lui ;
- l'installation d'une enseigne en toiture ou en terrasse est autorisée dans les conditions mentionnées article 4.4.5 ;
- l'installation est autorisée sur une clôture aveugle dans les mêmes conditions que les dispositifs sur murs ;
- seules sont autorisées les enseignes comportant des graphismes, teintes et matériaux en harmonie avec la façade et les supports.

- **Prescriptions relatives aux enseignes perpendiculaires ou en drapeau ou potence :**
 - la surface de l'enseigne est limitée à 0,80 m², avec un débord maximum sur le domaine public de 0,80 mètre (support + enseigne drapeau) ;
 - les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur ; elles ne peuvent pas être apposées devant une fenêtre ou un balcon
 - tous types de graphismes, de matériaux et de formes sont autorisés.

- **Prescriptions particulières relatives aux signalétiques professionnelles murales :**
 - afin de signaler une activité présente dans un immeuble ne disposant pas de devanture commerciale ou une activité implantée en étage, l'installation d'une plaque professionnelle est autorisée parallèlement à la façade ;
 - le nombre est limité à 1 signalétique par activité ;
 - tous types de graphismes, de matériaux et de formes sont autorisés, la surface de la signalétique ne devant pas excéder 0,50 m².

4.4.2. Dispositions applicables à la vitrophanie et aux adhésifs

- l'occultation est limitée à 30 % de la surface vitrée, exceptée pour les activités reconnues comme nécessitant de la discrétion pour lesquelles un masquage total des vitrines peut être autorisé au moyen d'un film translucide effet verre dépoli/ dans la limite d'une occultation n'excédant pas 70 % des vitrines ;
- seuls les adhésifs de lettres découpées, portant uniquement sur la dénomination sociale, le logo, les mentions à caractère d'information sur l'activité (horaires, numéros de téléphone...), et la vitrophanie ayant pour objet de préserver la discrétion exigée par l'activité sont autorisés ;
- les lettrages et graphismes devront être sobres et les supports et fonds devront être translucides ou micro-perforés (les supports et fonds adhésifs opaques sont interdits, sauf dans une bande de 40 cm de hauteur à compter du haut ou du bas de la surface vitrée) ;
- les vitrophanies et tous adhésifs à caractère publicitaire sont interdits.

4.4.3. Dispositions spécifiques aux grands sites d'activité

- des dispositions particulières peuvent être admises pour les sites d'activités qui réunissent les **trois conditions** énumérées ci-après : être un établissement commercial ou de service ou une administration publique ou privée qui accueille du public, avoir une façade sur une même rue supérieure à 20 mètres linéaires et être implantés en retrait de plus de 15 mètres par rapport au domaine public ;
- plusieurs enseignes pourront leur être accordées mais la surface cumulée des enseignes ne devra pas excéder 20 % de la façade commerciale principale et tout dispositif sera limité à une surface maximale unitaire de 10 m² ;
- en cas de multi-activités regroupées dans un même bâtiment, et présentant plusieurs entrées différenciées, les surfaces pourront être calculées par activités.

4.4.5 Cas particuliers

- **Enseignes installées en toiture ou toiture-terrasse**
 - les enseignes peuvent être autorisées en toiture-terrasse aux seuls établissements commerciaux ou de service qui accueillent du public, dans un bâtiment à toiture -terrasse intégralement dédié à l'activité, et dont la façade sur une même rue est supérieure à 20 mètres linéaires ;
 - l'enseigne doit être réalisée sous forme de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation, sans panneau de fond rapporté, privilégiant des teintes, graphismes et matériaux en harmonie avec le bâtiment qui la supporte ;
 - l'enseigne doit obligatoirement ne pas excéder 1/6^{ème} de la hauteur de la façade du bâtiment et au maximum 1 mètre de hauteur, support compris ;
 - elle ne doit pas dépasser en longueur les limites du bâtiment qui la supportent.

- **Enseignes scellées au sol**
 - une enseigne scellée au sol est autorisée uniquement aux établissements implantés en retrait de plus de 5 mètres par rapport au domaine public ;
 - le nombre est limité à 1 dispositif par unité foncière (une deuxième enseigne scellée au sol peut être accordée aux établissements dont la façade sur une même rue est supérieure à 10 mètres linéaires et en retrait de 5 mètres par rapport au domaine public) ;
 - lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, leurs enseignes doivent être regroupées sur un seul et unique dispositif (sur deux dispositifs maximums si la façade sur une même rue est supérieure à 10 mètres linéaires et en retrait de 5 mètres par rapport au domaine public) ;
 - pour les établissements dont la façade commerciale sur une même rue est inférieure à 10 mètres linéaires, l'enseigne peut être de forme libre mais doit obligatoirement s'inscrire dans un volume inférieur à **8 m²** et respecter une hauteur maximale de **4 mètres** au-dessus du sol, support compris ;
 - pour les établissements dont la façade commerciale sur une même rue est supérieure à 10 mètres linéaires, l'enseigne peut être de forme libre mais doit obligatoirement s'inscrire dans un volume inférieur à **10 m²** et respecter une hauteur maximale de **5 mètres** au-dessus du sol, support compris ;
 - les totems des stations de distribution d'essence présentant les tarifs de carburants pourront atteindre une largeur maximale de 1,35 mètres et une hauteur maximale de 6,50 mètres au-dessus du sol, support compris ;
 - la composition de l'enseigne sera harmonieuse tant en ce qui concerne les matériaux que les textes ou graphismes utilisés ;
 - l'implantation d'un dispositif de cette nature est interdite à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété ou du domaine public ;
 - le dispositif ne devra pas être implanté à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur au-dessus du niveau du sol de tout bâtiment, exception faite des façades aveugles où il est autorisé de l'implanter jusqu'à 1 mètre de tout bâtiment ;

- les dos d'enseignes nus visibles des voies ouvertes à la circulation publique doivent être habillés de telle façon à s'intégrer harmonieusement dans l'environnement ;
 - le dispositif ne devra pas nuire à la visibilité et à la sécurité des usagers de la voirie.
- **Enseignes lumineuses**
- les enseignes lumineuses peuvent être autorisées exclusivement sur mûrs et pignons ;
 - elles sont interdites sur les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol, sur les balcons, les balconnets, les toitures et toitures-terrasses ;
 - la surface cumulée ne peut excéder 15% de la surface de la façade support.
- **Mâts supportant des drapeaux ou oriflammes**
- les mâts supportant des drapeaux ou des oriflammes sont autorisés pour la réalisation d'enseignes permanentes, à partir de 500 m² de surface libre liée à l'activité ;
 - le nombre de mâts est limité à 1 par 500 m² de surface libre, dans la limite maximum de 4 par activité. Ils peuvent être regroupés ;
 - la hauteur des mâts est limitée à 6 mètres ;
 - les règles d'implantation sont identiques à celles relatives aux enseignes scellées. En cas de regroupement, les mâts devront être au minimum éloignés de 2 mètres les uns des autres ;
 - les drapeaux et oriflammes doivent être changés dès qu'ils sont salis ou endommagés.

ANNEXES

ANNEXE 1 - LEXIQUE

ANNEXE 2 – LE ZONAGE PUBLICITE ET PRE-ENSEIGNE

ANNEXE 3 – LE ZONAGE ENSEIGNE

ANNEXE 4 – ARRETE DELIMITANT L'AGGLOMERATION

ANNEXE 1 – LEXIQUE

Afficheur :

Terme désignant une société d'affichage ou un employé qui met en place les affiches sur les dispositifs.

Alignement :

Limite du domaine public routier par rapport aux propriétés riveraines.

Annonceur :

Entité en faveur de qui est réalisée la publicité (commerce, marque, entreprise, homme politique, film...).

Auvent :

Avancée en matériaux durs en saillie sur un mur, au-dessus d'une ouverture ou d'une devanture, dont l'objet est de protéger des intempéries.

Bâche :

Pièce de toile imperméabilisée ou plastifiée.

Baie :

Toute ouverture pratiquée dans un mur de bâtiment (porte, fenêtre, vitrine...).

Balcon :

Plate-forme à garde-corps ou balustrade en saillie sur une façade et desservie par une ou plusieurs porte-fenêtres.

Balconnet :

Balcon dont la plate-forme est de superficie réduite.

Bandeau (de façade) :

Bande horizontale située entre le bord supérieur des ouvertures de la devanture et la corniche séparant le rez-de-chaussée du premier étage ou de l'entresol d'un immeuble.

Banne :

Store en auvent protégeant la devanture d'une activité s'exerçant à rez-de-chaussée.

Cadre (d'un dispositif d'affichage) :

Partie du dispositif publicitaire qui entoure l'affiche (dit également moulure).

Caisson opaque :

Caisson en matériau opaque découpé où seules les lettrages ou graphismes sont à éclairage diffusant fixe.

Champ de visibilité :

Situation d'une publicité, d'une enseigne ou d'une pré-enseigne visible d'un monument historique ou visible en même temps que lui. Ces deux-critères dits de co-visibilité sont alternatifs et non cumulatifs et relèvent de l'appréciation de l'Architecte des Bâtiments de France.

Chevalet ou stop-trottoir :

Dispositif mobile posé au sol devant un commerce. Généralement installé sur le domaine public (trottoir), il fait l'objet d'une autorisation de stationnements et d'éventuels droits de voirie.

Clôture :

Toute construction non maçonnée destinée à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés, ou encore deux parties d'une même propriété.

Clôture aveugle :

Clôture pleine, ne comportant pas de partie ajourée.

Clôture non aveugle :

Clôture constituée d'une grille ou claire-voie, avec ou sans soubassement.

Corniche :

Ornement en saillie sur un mur destiné à protéger de la pluie.

Devanture :

Revêtement de la façade d'une activité, généralement constitué d'un bandeau de façade, de piliers d'encadrement et d'une vitrine.

Devanture en applique :

Coffrage périphérique en saillie par rapport au nu de la façade.

Devanture en feuillure :

Ensemble menuisé inséré dans les trumeaux maçonnés ou bien aligné au nu intérieur des murs.

Dispositif publicitaire :

Support dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité quel qu'en soit le mode.

Drapeau ou oriflamme :

Etoffe de tissu monté sur un mât fixe ou mobile visant à promouvoir une entreprise, une marque, un évènement...

Durable :

Terme qualifiant les matériaux tels que le bois, le plexiglas, le métal ou la toile plastifiée imputrescible.

Éléments architecturaux, décoratifs ou patrimoniaux :

Éléments entrant dans la construction d'un bâtiment tels que corniches, têtes de mur, chaînages d'angle, bas-relief, colonnes, pans de bois, sculptures, marquises...

Eclairage par projection ou transparence :

Source lumineuse ne participant pas directement à la publicité ou l'enseigne mais l'éclairant.

Enseigne :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Enseigne en bandeau :

Enseigne allongée et horizontale placée à plat sur le linteau surplombant une baie, sur la partie supérieure d'une baie ou sur l'imposte surplombant cette baie.

Enseigne en applique :

Enseigne de petit format, appliquée à plat ou parallèle au mur de la façade commerciale, qui vient en complément de l'enseigne en bandeau.

Enseigne en drapeau ou en potence :

Enseigne perpendiculaire ou en saillie au mur de la façade commerciale.

Enseigne éclairée :

Enseigne éclairée par spots, caisson ou projection.

Enseigne lumineuse :

Enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet (néon, écran vidéo, journal défilant...).

Enseigne scellée au sol :

Enseigne ancrée dans le sol au moyen d'une fixation durable.

Enseigne temporaire :

Enseigne signalant

-des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;

-pour plus de trois mois, des travaux publics ou des opérations immobilières.

Équipement d'intérêt général :

Façade commerciale :

Face extérieur apparente d'un bâtiment accueillant un commerce ou une activité, comprenant la (les) devantures et la (les) entrée(s) du public.

Garde-corps :

Élément ou ensemble d'éléments formant une barrière de protection placée devant une baie, sur les côtés d'un escalier ouvert, sur le pourtour d'une toiture-terrasse...

Hauteur par rapport au sol :

Hauteur à respecter à partir du niveau naturel du sol du lieu d'implantation du dispositif, hors tout aménagement.

Immeuble :

Bâtiment ou construction et le terrain d'assiette.

Imposte :

Partie fixe ou mobile, vitrée ou non, occupant le haut d'une baie, au-dessus des éventuels battants de la baie et généralement en retrait des murs de la façade.

Kakémono :

Dispositif publicitaire vertical, suspendue ou sur pied portant.

Lambrequin :

Bandeau d'ornement, généralement en bois ou en tôle ajourée, disposé en partie supérieure des marquises, des baies... Il peut également se trouver en partie basse d'un store de toile.

Linéaire de façades :

Façade de l'unité foncière donnant sur la voie publique depuis laquelle le dispositif est vu. Dans le cas d'une façade non rectiligne ou d'une parcelle d'angle, le linéaire pris en compte est égal à la longueur de sa projection orthogonale sur l'axe de la voie publique.

Linteau :

Partie allongée horizontale au-dessus d'une baie, appartenant à un coffrage en bois et servant à recevoir une enseigne en bandeau.

Logo :

Abréviation de logotype, terme désignant le signe figuratif d'une marque de fabrique, de commerce ou de service ainsi que d'un produit ou de son conditionnement.

Marquise :

Auvent vitré composé d'une structure métallique, au-dessus d'une porte d'entrée ou d'une vitrine.

Mât :

Dispositif vertical longiligne scellé au sol destiné à recevoir drapeau ou oriflamme.

Mètre linéaire (de façade) :

Unité de mesure d'une longueur équivalente à 1 mètre.

Micro-affichage :

Publicité d'une taille inférieure à 1 m², majoritairement apposée sur les murs ou vitrines des commerces.

Mobiliers urbains :

Mobiliers susceptibles de recevoir de la publicité :

- abris destinés au public : particulièrement les usagers des services de transport de voyageurs, autobus ou taxis
- kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial
- colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel
- mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestation économiques, sociales, culturelles ou sportives
- mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local.

Montant :

Élément vertical supportant la façade en bordure d'une baie ou d'une porte.

Moulure :

Partie du dispositif publicitaire qui entoure l'affiche (dit également cadre).

Mur de clôture :

Ouvrage maçonné destiné à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés, ou encore deux parties d'une même propriété.

Mur (ou façade) aveugle :

Mûr de bâtiment ne comportant aucune baie ou des jours de souffrances de surface inférieure à 0,5 m².

Nu (d'un mur ou d'une façade) :

Plan de référence, le plus souvent vertical, correspondant à la surface de parement fini d'un mur ou d'un ouvrage, abstraction faite des moulures et ornements divers qui viennent en saillie sur ce nu.

Ouverture :

Tout percement pratiqué dans un mur.

Palissade :

Clôture provisoire constituée de panneaux pleins et masquant un chantier.

Panneau déroulant :

Dispositif constitué d'un caisson vitré à l'intérieur duquel tourne, sur un axe horizontal ou vertical, un train de plusieurs affiches visibles successivement et éclairées par transparence.

Passerelle :

Petit pont métallique destinée à assurer la sécurité des agents chargés de coller les affiches publicitaires sur un dispositif.

Plaque professionnelle :

Dispositif plat de petit format, mentionnant la profession et le nom de celui qui l'exerce, apposé sur un immeuble et relatif à une activité qui s'y exerce.

Porte-menu :

Dispositif permettant de présenter le menu d'un restaurant.

Pré-enseigne :

Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Publicitaire (ou publiciste) :

Personne ou groupe de personne exerçant son activité dans le domaine de la publicité.

Publicité :

Toute inscription, forme ou image (à l'exclusion des enseignes et des pré-enseignes) destinées à informer le public ou à attirer son attention.

Il désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir les dites inscriptions, formes ou images.

Publicité lumineuse :

Publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet (néons, écrans vidéo...).

Les dispositifs publicitaires ne supportant que des affiches éclairées par projection ou par transparence ne sont pas considérés comme publicités lumineuses.

Saillie (ou débord) :

Distance entre le dispositif débordant et le nu de la façade.

Scellé au sol :

Publicité, enseigne ou pré-enseigne ancrée dans le sol au moyen d'un scellement durable (béton par exemple).

Store :

Rideau de toile destiné à abriter une baie du soleil ou des intempéries.

Support :

Terme désignant toutes les constructions (bâtiment, clôture, ouvrage...) susceptible de recevoir un dispositif publicitaire.

Surface (ou volume) unitaire d'affichage :

Superficie obtenue en multipliant hauteur et largeur du dispositif, support et cadre (ou moulure) compris.

Trumeau :

Pan de mur entre deux embrasures de même niveau.

Toiture-terrasse (ou terrasse) :

Toiture dont la pente est inférieure à 5%.

Totem :

Dispositif vertical, simple ou double face, d'aspect monolithique et scellé au sol, destiné à informer le public ou à attirer son attention.

Trièdre :

Désigne trois dispositifs publicitaires constituant un triangle.

Unité foncière :

Ensemble continu de parcelles cadastrales constituant une même propriété.

Visuel :

Contenu d'une publicité, d'une enseigne ou d'une pré-enseigne.

Vitrophanie :

Dispositif autocollant qui s'applique sur une vitre et qui peut être vu et lu par transparence.

Voie ouverte à la circulation publique :

Voie publique ou privée qui peut être librement empruntée, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif.

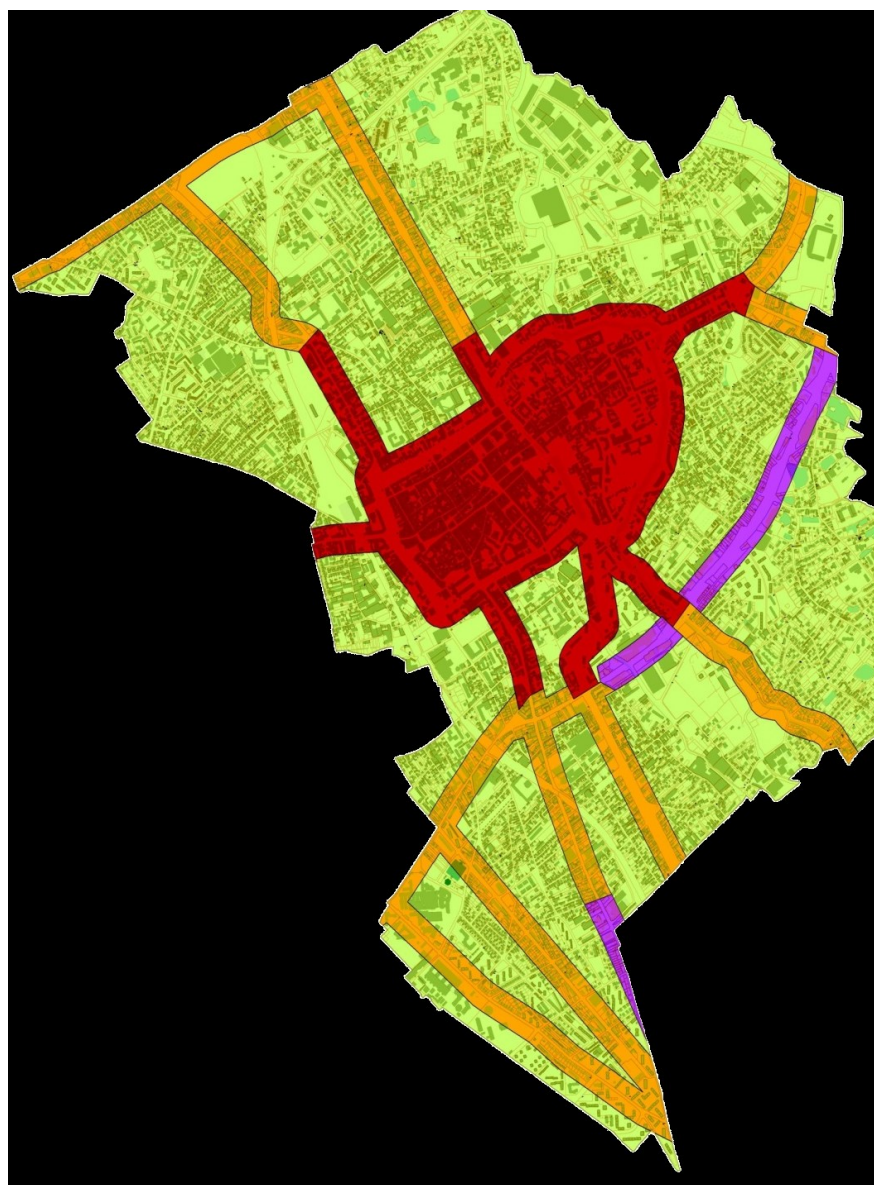
Voirie :





Intégralité des espaces dédiés à la circulation des véhicules à moteur (chaussée) ou des piétons (trottoir) sur un terrain public ou privé.

Voirie publique :

Intégralité des espaces dédiés à la circulation des véhicules à moteur (chaussée) ou des piétons (trottoir) sur un terrain public, jusqu'en limite du domaine privé.

ANNEXE 2 – LE ZONAGE PUBLICITE ET PRE-ENSEIGNE



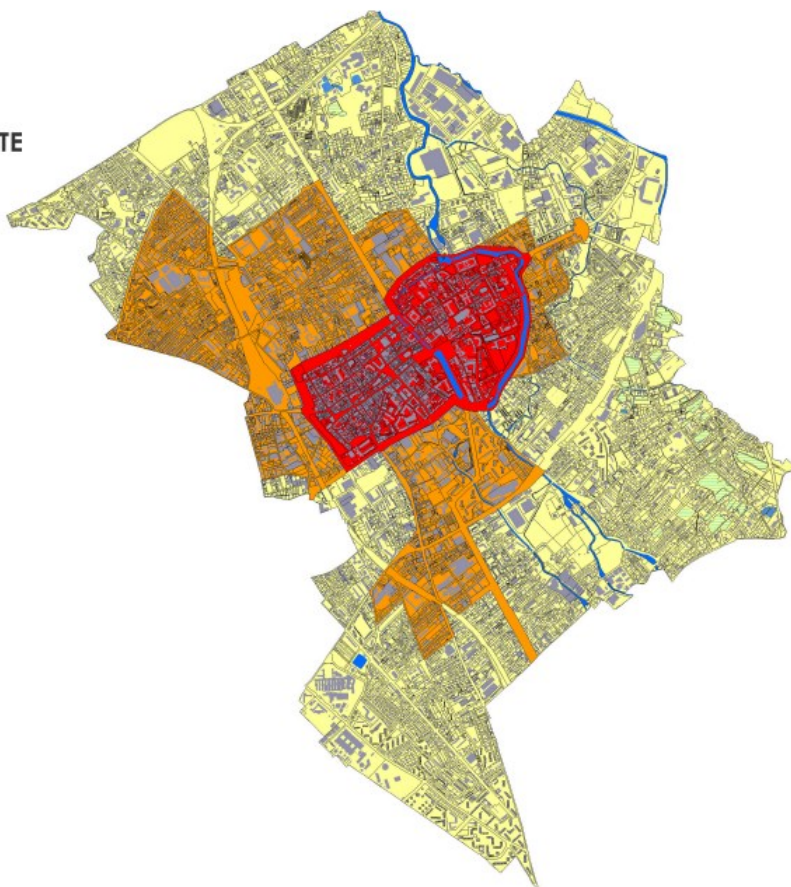
	ZRP 1
	ZRP 2
	ZRP 3
	ZRP 4

ANNEXE 3 – LE ZONAGE ENSEIGNE



REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE
VILLE DE TROYES
Plan de Zonage

-  ZRE 1
-  ZRE 2
-  ZRE 3



PR

ANNEXE 4 – ARRETES DELIMITANT L'AGGLOMERATION



PRÉFET DE L'AUBE

PRÉFECTURE

ARRÊTÉ n° DCDL-BCLI-2016336-0003

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Bureau des collectivités locales
et de l'intercommunalité

Arrêté portant fusion-extension de la communauté d'agglomération du Grand Troyes aux communautés de communes : Bouilly Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda Coteaux et aux communes de Bucey-en-Othe, Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis.

LA PRÉFÈTE DE L'AUBE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5210-1-1;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment les articles 33 et 35 ;

Vu le schéma départemental de coopération intercommunale de l'Aube arrêté par la préfète le 23 mars 2016 et en particulier ses orientations concernant la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, notamment la fusion-extension de la communauté d'agglomération du Grand Troyes aux communautés de communes Bouilly Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda Coteaux et aux communes de Bucey-en-Othe, Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis ;

Vu l'arrêté préfectoral n°99-4762A modifié en date du 22 décembre 1999 portant transformation de la communauté de communes de l'agglomération troyenne en communauté d'agglomération troyenne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°09-2421 en date du 13 août 2009 entérinant l'adhésion de la commune de Saint-Germain à ladite communauté d'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n°10-3438 du 12 novembre 2010 entérinant le changement de dénomination de la communauté d'agglomération troyenne en communauté d'agglomération du Grand Troyes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°10-3813 du 10 décembre 2010 entérinant l'adhésion des communes de Buchères et Saint-Léger-près-Troyes à ladite communauté d'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n°11-3396 du 29 novembre 2011 entérinant l'adhésion des communes de Mousse, Saint-Thibault et Verrières à ladite communauté d'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012331-0001 du 26 novembre 2012 entérinant l'adhésion de la commune de Torvillers à ladite communauté d'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013353-0009 du 19 décembre 2013 entérinant l'adhésion de la commune d'Isle-Aumont à ladite communauté d'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10-3886 en date du 15 décembre 2010 portant création de la communauté de communes Bouilly Mogne Aumont et l'arrêté préfectoral n°2015026-0006 du 26 janvier 2015 portant modifications de statuts de ladite communauté de communes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10-3594 du 30 décembre 2010 portant transformation du syndicat intercommunal de transports scolaires, de construction et de fonctionnement du CEG de Lusigny-sur-Barse et de ses installations sportives en communauté de communes Seine Barse ;

Vu les arrêtés préfectoraux modificatifs n° 11-2696 du 22 septembre 2011, n°2013301-0002 du 28 octobre 2013 et n°dcdl-bcli-201629-0001 du 29 janvier 2016 portant modifications de statuts de la communauté de communes Seine Barse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°07-4498 du 7 décembre 2007 prononçant la transformation du syndicat intercommunal du Val de Seine en communauté de communes Seine Melda Côteaux ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°09-3755 du 10 décembre 2009 et n°10-3120 du 11 octobre 2010 portant modifications de statuts ou adhésion de communes à la communauté de communes Seine Melda Côteaux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCDL-BCLI-2016117-0005 du 26 avril 2016 relatif au projet de périmètre portant sur la fusion-extension de la communauté d'agglomération du Grand Troyes aux communautés de communes Bouilly Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda Côteaux et aux communes de Bucey-en-Othe, Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis ;

Considérant les délibérations des organes délibérants de la communauté d'agglomération du Grand Troyes du 12 mai 2016, de la communauté de communes Seine Barse du 6 juin 2016, de la communauté de communes Seine Melda Côteaux du 21 juin 2016 et de la communauté de communes Bouilly Mogne Aumont du 10 mai 2016 émettant un avis favorable à la fusion-extension de la communauté d'agglomération du Grand Troyes aux communautés de communes Bouilly Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda Côteaux et aux communes de Bucey-en-Othe, Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis.

Considérant l'avis favorable des conseils municipaux des communes intéressées suivantes :

• Assenay	le 27 juin 2016
• Aubeterre	le 1er juin 2016
• Les Bordes Aumont	le 1er juillet 2016
• Bucey-en-Othe	le 24 juin 2016
• La Chapelle-Saint-Luc	le 28 juin 2016
• Clérey	le 2 juin 2016
• Cormost	le 24 juin 2016
• Creney-près-Troyes	le 31 mai 2016
• Dierrey-Saint-Pierre	le 30 mai 2016
• Estissac	le 6 juin 2016
• Fays-la-Chapelle	le 14 juin 2016
• Feuges	le 6 juin 2016
• Fontvannes	le 17 juin 2016
• Isle-Aumont	le 23 juin 2016
• Laines-aux-Bois	le 16 juin 2016
• Laubressel	le 15 juin 2016
• Lavau	le 2 juin 2016
• Longeville-sur-Mogne	le 3 juin 2016
• Lusigny-sur-Barse	le 1er juillet 2016
• Machy	le 14 juin 2016
• Mergey	le 10 mai 2016
• Messon	le 24 mai 2016
• Montceaux-lès-Vaudes	le 14 juin 2016
• Montgueux	le 31 mai 2016
• Montsuzain	le 17 mai 2016
• Les Noës-près-Troyes	le 30 mai 2016
• Le Pavillon-Sainte-Julie	le 27 mai 2016
• Pont-Sainte-Marie	le 22 juin 2016
• Prugny	le 26 mai 2016
• La Rivière-de-Corps	le 23 mai 2016
• Rosières-près-Troyes	le 23 mai 2016
• Rouilly-Saint-Loup	le 10 mai 2016
• Ruvigny	le 10 mai 2016
• Saint-André-les-Vergers	le 1er juin 2016
• Saint-Benoît-sur-Seine	le 26 mai 2016
• Saint-Germain	le 13 juillet 2016
• Saint-Jean-de-Bonneval	le 9 mai 2016
• Saint-Julien-les-Villas	le 27 juin 2016
• Saint-Lyé	le 11 juillet 2016
• Saint-Parres-aux-Tertres	le 7 juin 2016
• Saint-Pouange	le 17 juin 2016
• Saint-Thibault	le 14 juin 2016
• Sainte-Maure	le 8 juin 2016
• Sainte-Savine	le 9 juin 2016
• Sommeval	le 1er juin 2016
• Souigny	le 17 mai 2016
• Thennelières	le 14 juin 2016
• Torvilliers	le 8 juin 2016
• Troyes	le 26 mai 2016
• Vailly	le 24 mai 2016
• Vauchassis	le 23 mai 2016
• La Vendue-Mignot	le 10 juin 2016

- Verrières le 29 juin 2016
- Villechétif le 19 mai 2016
- Villemereuil le 26 mai 2016
- Villy-le-Bois le 17 mai 2016

Considérant l'avis défavorable des conseils municipaux des communes intéressées suivantes :

- Barberey-Saint-Sulpice le 11 juillet 2016
- Bouilly le 31 mai 2016
- Bouranton le 16 juin 2016
- Bréviandes le 16 juin 2016
- Buchères le 7 juin 2016
- Courteranges le 5 juillet 2016
- Fresnoy-le-Château le 9 mai 2016
- Maupas le 23 juin 2016
- Mesnil-Saint-Père le 27 juin 2016
- Montaulin le 1er juin 2016
- Montreuil-sur-Barse le 4 juin 2016
- Moussey le 19 mai 2016
- Saint-Léger-près-Troyes le 31 mai 2016

Considérant que les communes de Crésantignes, Javernant, Jeugny, Lirey, Macey, Montiéramey, Payns, Roncenay, Villacerf, Villeloup, Villery et Villy-le-Maréchal n'ont pas délibéré sur le projet de fusion-extension dans les délais impartis et que par conséquent, leur avis est réputé favorable ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée citées à l'article 35-III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République sont remplies pour autoriser la fusion-extension de la communauté d'agglomération du Grand Troyes aux communautés de communes Bouilly Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda Coteaux et aux communes de Bucey-en-Othe, Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis ;

Considérant que, par courrier conjoint de la communauté d'agglomération du Grand Troyes et des communautés de communes Seine Barse, Seine Melda Coteaux et Bouilly Mogne Aumont, les présidents des communautés précitées se sont prononcés de manière concordante sur la dénomination du futur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Considérant que, pour la recomposition du conseil communautaire issu de la fusion à compter du 1er janvier 2017, les conseils municipaux des communes suivantes ont délibéré, pour un accord local fixé à 136 sièges :

- Assenay
- Aubeterre
- Barberey-Saint-Sulpice
- Les Bordes Aumont
- Bouilly
- Bréviandes
- Bucey-en-Othe
- Clérey
- Montgueux
- Montsuzain
- Moussey
- Prugny
- Roncenay
- Rosières-près-Troyes
- Saint-André-les-Vergers
- Saint-Benoît-sur-Seine

- Cormost
- Crésantignes
- Dierrey-Saint-Pierre
- Estissac
- Fays-la-Chapelle
- Feuges
- Fontvannes
- Isle-Aumont
- Javernant
- Jeugny
- Laines-aux-Bois
- Longeville-sur-Mogne
- Lusigny-sur-Barse
- Machy
- Maupas
- Mesnil-Saint-Père
- Messon
- Montceaux-lès-Vaudes
- Saint-Germain
- Saint-Jean-de-Bonneval
- Saint-Julien-les-Villas
- Saint-Pouange
- Saint-Thibault
- Sainte-Maure
- Sainte-Savine
- Sommeval
- Souigny
- Thennelières
- Torvilliers
- Troyes
- Vendue-Mignot
- Villeloup
- Villery
- Villy-le-Bois
- Villy-en-Trodes

Considérant que la composition de l'assemblée délibérante respecte les dispositions et les conditions de majorité requises fixées au I de l'article L.5211-6-1 du code général des collectivités territoriales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Est prononcée, à compter du 1er janvier 2017, la fusion des établissements publics de coopération intercommunale suivants :

- la communauté d'agglomération du Grand Troyes
- la communauté de communes Bouilly Mogne Aumont
- la communauté de communes Seine Barse
- la communauté de communes Seine Melda Coteaux

et l'extension concomittante du périmètre ainsi obtenu aux communes d'Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis, actuellement membres de la communauté de communes des Portes du Pays d'Othe.

Article 2 : Le présent arrêté de fusion-extension emporte retrait des communes d'Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis de la communauté de communes des Portes du Pays d'Othe.

Article 3 : La nouvelle communauté d'agglomération, issue de cette fusion-extension, constitue une nouvelle personne morale de droit public et prend la dénomination suivante : communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole.

A compter du 1er janvier 2017, elle se compose des communes suivantes :

Assenay	Aubeterre	Barbèrey-Saint-Sulpice
Bouilly	Bouranton	Bréviandes

Bucey-en-Othe	Buchères	Clérey
Cormost	Courteranges	Creney-près-Troyes
Crésantignes	Dierrey-Saint-Pierre	Estissac
Fays-la-Chapelle	Feuges	Fontvannes
Fresnoy-le-Château	Isle-Aumont	Javernant
Jeugny	La Chapelle-Saint-Luc	La Rivière-de-Corps
La Vendue-Mignot	Laines-aux-Bois	Laubressel
Lavau	Le Pavillon-Sainte-Julie	Les Bordes-Aumont
Les Noës-près-Troyes	Lirey	Longeville-sur-Mogne
Lusigny-sur-Barse	Macey	Machy
Maupas	Mergey	Mesnil-Saint-Père
Messon	Montaulin	Montceaux-les-Vaudes
Montgueux	Montiéramey	Montreuil-sur-Barse
Montsuzain	Mussey	Payns
Pont-Sainte-Marie	Prugny	Roncenay
Rosières-près-Troyes	Rouilly-Saint-Loup	Ruvigny
Saint-André-les-Vergers	Saint-Benoît-sur-Seine	Saint-Germain
Saint-Jean-de-Bonneval	Saint-Julien-les-Villas	Saint-Léger-près-Troyes
Saint-Lyé	Saint-Parres-aux-Tertres	Saint-Pouange
Saint-Thibault	Sainte-Maure	Sainte-Savine
Sommeval	Souigny	Thennelières
Torvilliers	Troyes	Vailly
Vauchassis	Verrières	Villacerf
Villechétif	Villeloup	Villemereuil
Villery	Villy-le-Bois	Villy-le-Maréchal

Article 4 : La communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole établit son siège social à l'adresse suivante : 1 place Robert Galley - 10 000 Troyes.

Article 5 : La communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole est instituée pour une durée illimitée.

Article 6 : Les fonctions de comptable assignataire de la communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole sont exercées par le trésorier de Troyes municipale.

Article 7 : Le conseil communautaire de la communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole est composé de 136 sièges répartis comme suit, selon les conditions fixées par le I de l'article L.5211-6-1 du code général des collectivités territoriales :

- Assenay 1
- Aubeterre 1
- Barberey-Saint-Sulpice 1

• Les Bordes Aumont	1
• Bouilly	1
• Bouranton	1
• Bréviandes	1
• Bucey-en-Othe	1
• Buchères	1
• La Chapelle-Saint-Luc	7
• Clérey	1
• Cormost	1
• Courteranges	1
• Creney-près-Troyes	1
• Crésantignes	1
• Dierrey-Saint-Pierre	1
• Estissac	1
• Fays-la-Chapelle	1
• Feuges	1
• Fontvannes	1
• Fresnoy-le-Château	1
• Isle-Aumont	1
• Javernant	1
• Jeugny	1
• Laines-aux-Bois	1
• Laubressel	1
• Lavau	1
• Lirey	1
• Longeville-sur-Mogne	1
• Lusigny-sur-Barse	1
• Macey	1
• Machy	1
• Maupas	1
• Merges	1
• Mesnil-Saint-Père	1
• Messon	1
• Montaulin	1
• Montceaux-lès-Vaudes	1
• Montgueux	1
• Montiéramey	1
• Montreuil-sur-Barse	1
• Montsuzain	1
• Mousse	1
• Les Noës-près-Troyes	1
• Le Pavillon-Sainte-Julie	1
• Payns	1
• Pont-Sainte-Marie	2
• Prugny	1
• La Rivière-de-Corps	1
• Roncenay	1
• Rosières-près-Troyes	2
• Rouilly-Saint-Loup	1
• Ruvigny	1
• Saint-André-les-Vergers	6
• Saint-Benoît-sur-Seine	1

• Saint-Germain	1
• Saint-Jean-de-Bonneval	1
• Saint-Julien-les-Villas	4
• Saint-Léger-près-Troyes	1
• Saint-Lyé	1
• Saint-Parres-aux-Tertres	1
• Saint-Pouange	1
• Saint-Thibault	1
• Sainte-Maure	1
• Sainte-Savine	6
• Sommeval	1
• Souigny	1
• Thennelières	1
• Torvilliers	1
• Troyes	35
• Vailly	1
• Vauchassis	1
• La Vendue-Mignot	1
• Verrières	1
• Villacerf	1
• Villechétif	1
• Villeloup	1
• Villemereuil	1
• Villery	1
• Villy-le-Bois	1
• Villy-le-Maréchal	1

Article 8 : Un arrêté préfectoral complémentaire, pris avant le 31 décembre 2016, listera les compétences qui seront exercées par la communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole, ainsi que les mentions relatives aux dispositions financières, au transfert du personnel, aux budgets annexes et à l'impact de la fusion-extension sur les syndicats.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents de la communauté d'agglomération du Grand Troyes, aux présidents des communautés de communes Bouilly Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda Coteaux et aux maires concernés.

A titre d'information, une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques, au directeur départemental des territoires et pour notification au receveur communautaire.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Par ailleurs, cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Fait à Troyes, le 01 DEC. 2016



Isabelle DILHAC



PRÉFET DE L'AUBE

PRÉFECTURE

ARRÊTÉ n° DCDL-BCLI- 2016 343 - 0001

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Bureau des collectivités locales
et de l'intercommunalité

**Arrêté modificatif portant sur la fusion-
extension de la communauté
d'agglomération du Grand Troyes aux
communautés de communes : Bouilly
Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda
Coteaux et aux communes de Bucey-en-
Othe, Estissac, Fontvannes, Messon,
Prugny et Vauchassis.**

**LA PRÉFÈTE DE L'AUBE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5210-1-1;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment les articles 33 et 35 ;

Vu le schéma départemental de coopération intercommunale de l'Aube arrêté par la préfète le 23 mars 2016 et en particulier ses orientations concernant la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, notamment la fusion-extension de la communauté d'agglomération du Grand Troyes aux communautés de communes Bouilly Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda Coteaux et aux communes de Bucey-en-Othe, Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCDL-BCLI-336-0003 du 1er décembre 2016 portant fusion-extension de la communauté d'agglomération du Grand Troyes aux communautés de communes : Bouilly Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda Coteaux et aux communes de Bucey-en-Othe, Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis ;

Considérant que l'extension du périmètre, concomitante à la fusion de la communauté d'agglomération du Grand Troyes, de la communauté de communes Bouilly Mogne Aumont, de la communauté de communes Seine Barse et de la communauté de communes Seine Melda Coteaux, fixé par l'article 1 de l'arrêté susvisé, doit être étendu à la commune de Bucey-en-Othe ;

Considérant que le présent arrêté de fusion-extension emporte retrait de la commune de Bucey-en-Othe de la communauté de communes des Portes du Pays d'Othe ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'article 1er de l'arrêté préfectoral n°DCDL-BCLI-336-0003 du 1er décembre 2016 est complété comme suit :

"Est prononcée, à compter du 1er janvier 2017, la fusion des établissements publics de coopération intercommunale suivants :

- la communauté d'agglomération du Grand Troyes
- la communauté de communes Bouilly Mogne Aumont
- la communauté de communes Seine Barse
- la communauté de communes Seine Melda Coteaux

et l'extension concomittante du périmètre ainsi obtenu aux communes de Bucey-en-Othe, Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis, actuellement membres de la communauté de communes des Portes du Pays d'Othe."

Article 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°DCDL-BCLI-336-0003 du 1er décembre 2016 est complété comme suit :

"Le présent arrêté de fusion-extension emporte retrait des communes de Bucey-en-Othe, Estissac, Fontvannes, Messon, Prugny et Vauchassis de la communauté de communes des Portes du Pays d'Othe."

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents de la communauté d'agglomération du Grand Troyes, aux présidents des communautés de communes Bouilly Mogne Aumont, Seine Barse, Seine Melda Coteaux et aux maires concernés.

A titre d'information, une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques, au directeur départemental des territoires et pour notification au receveur communautaire.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Par ailleurs, cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Fait à Troyes, le 08 DEC. 2016

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu DUHAMEL